

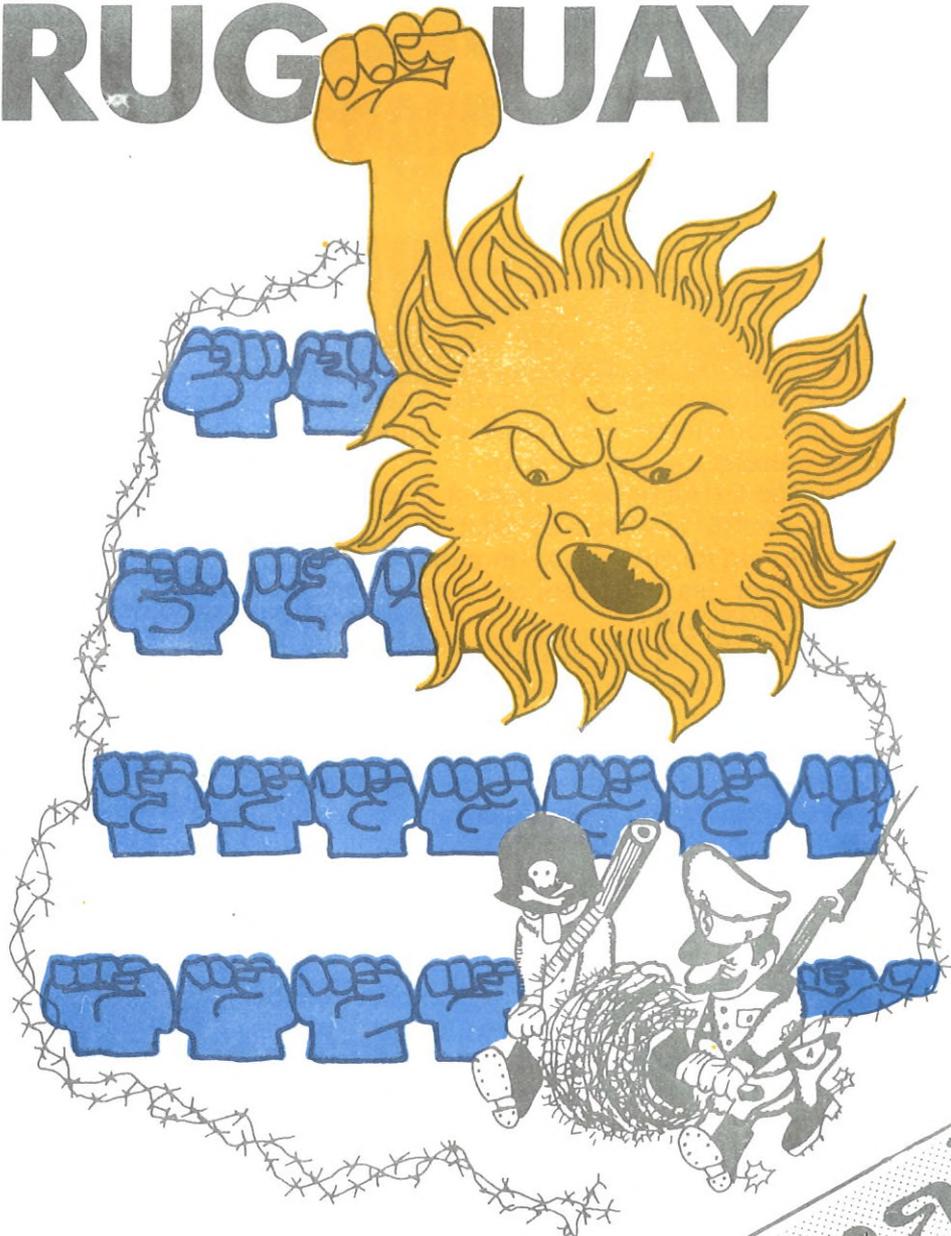
# AMERICA PRESSE

N° 22

Mars 1976

5F

## DOSSIER URUGUAY



tribunal  
missel

# AMERICA PRESSE REPARAIT

Depuis un an, "America Presse" avait cessé de paraître. Les aléas de la vie militante ont dispersé l'équipe qui se chargeait de sa rédaction. Certains ont eu à assumer d'autres responsabilités. D'autres ont été contraints par les événements de quitter la France.

Cependant, **America Presse** reprend. Depuis plusieurs mois se constitue une nouvelle équipe qui compte faire paraître à nouveau la revue dans le même esprit que précédemment:

- dénonciation de l'exploitation violente dont souffrent les peuples d'Amérique Latine de la part de l'impérialisme nord-américain et des bourgeoisies nationales.
- Cette dénonciation tente de montrer les différents aspects de cette exploitation: économique, politique, idéologique. Elle s'attache aussi à faire connaître la répression subie par les masses, les emprisonnements, tortures et disparitions de militants politiques et syndicaux.
- Tentative de briser le mur de silence dont la grande presse entoure souvent les luttes en AL, qu'il s'agisse de luttes syndicales, grèves, etc... ou de lutte armée.
- Tentative donc de mieux faire connaître la réalité latino-américaine en fournissant au lecteur des informations ainsi que des textes et des analyses d'organisations.
- Tentative, par là, de renforcer dans l'opinion européenne la solidarité avec les camarades luttant en AL, et de contribuer ainsi indirectement à la libération de celle-ci.
- Consciente que la lutte se déroule à l'échelle -au moins- du continent, la revue se veut un lien entre les militants des différents pays, un canal par lequel peuvent s'échanger les expériences, ainsi qu'un embryon de travail commun.
- Consciente aussi de la nécessité d'un effort unitaire, la revue se veut le porte-parole de tous les groupes qui luttent pour la libération de l'AL, et la construction du socialisme sur ce continent. Elle n'a jamais été et ne sera pas l'organe de presse d'une organisation ou d'un cartel d'organisations, mais elle se veut sans exclusives.
- Son objectif est donc de donner la parole à ceux qui sont directement concernés par la lutte.

**AMERICA PRESSE** se veut donc une forme de l'expression de l'Internationalisme. La lutte est la même en Europe et en Amérique Latine. Aider nos camarades engagés sur le terrain en AL en faisant connaître leur lutte, en sensibilisant l'opinion à leurs problèmes, c'est pour nous une façon de participer à la lutte en France.

## APPEL

**AMERICA PRESSE** reparaît. Sans autre source de revenus que la vente, sortir un nouveau "premier numéro" présente des difficultés financières faciles à imaginer... et difficiles à surmonter.

Pour que AP existe, pour qu'il sorte régulièrement, nous vous appelons ainsi son efficacité en suivant de près



Ernesto Geisel



Le gouvernement Français s'apprête à accueillir le général GEISEL président de la dictature brésilienne. Dénouons le soutien économique que le gouvernement et les multinationales françaises apportent à la crise de la dictature.

Dans le prochain  
**AMERICA PRESSE**,  
un dossier Brésil

\* VOIR PAGE 23

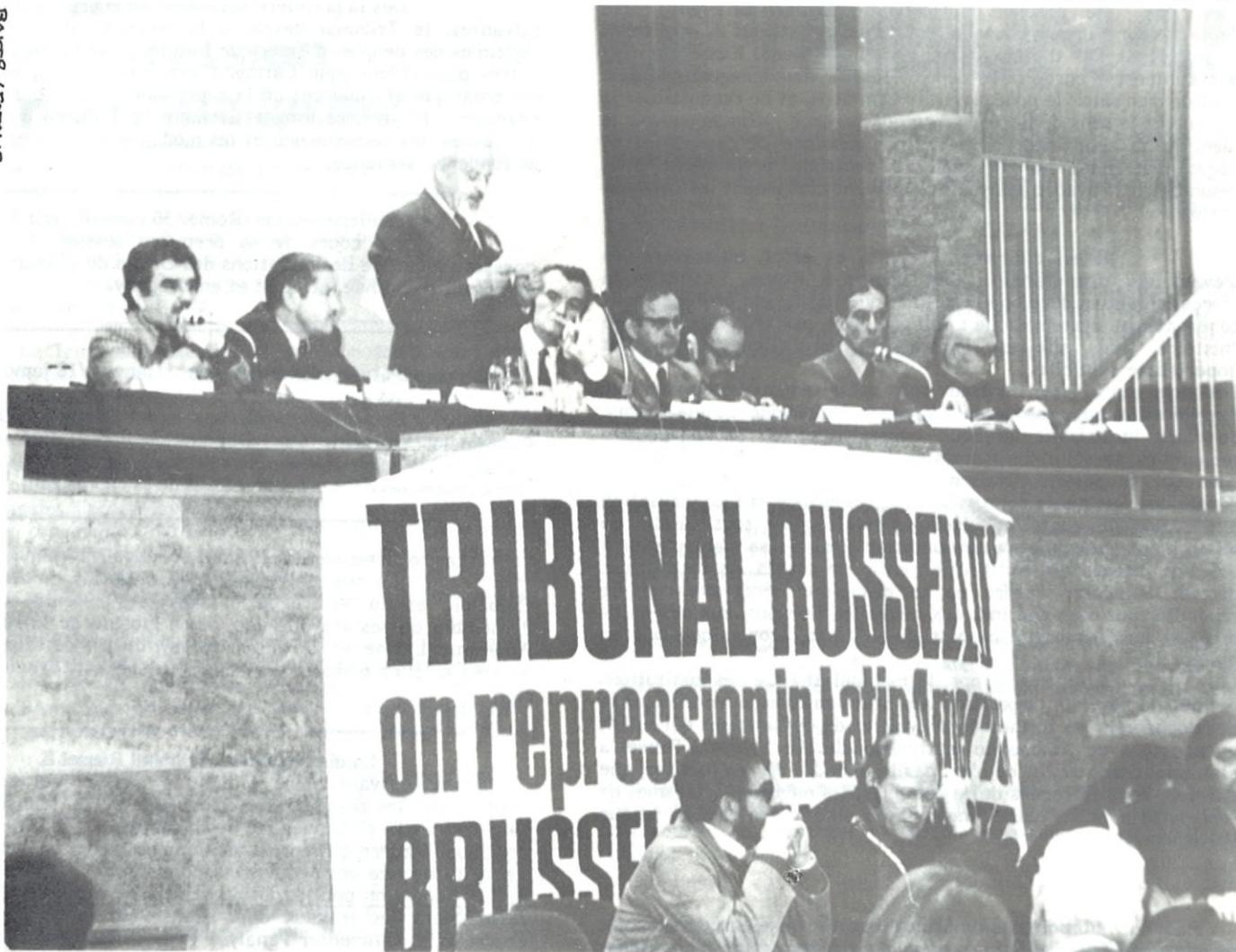
**Abonnez  
vous...\***

**abonnez  
vos amis à**

# AMERICA PRESSE

Directeur de Publication:  
Paul Blanquart  
CPPAP 53938

BAKER / FOTOLIB



**"Vers  
une  
déclaration  
universelle  
du droit  
des  
peuples"**

"le XIXeme siècle a été marqué par l'élaboration de la charte des droits de l'homme ; le XXeme siècle doit être celui des droits des peuples " (Lelio BASSO).

Tout tribunal émane nécessairement d'un pouvoir. Le tribunal Russel II sur la répression en Amérique Latine a reçu son investiture des peuples latino-américains et c'est la volonté de ces peuples qui légitime ses travaux et leur résultat : la condamnation de douze gouvernements d'Amérique Latine, la condamnation du gouvernement nord-américain, la condamnation des multinationales et des "fondations" ayant des activités en Amérique Latine la condamnation des instances dirigeantes du syndicalisme nord-américain, celle enfin des FF.AA, outil privilégié de "l'instauration d'un système, qui se traduit par la décomposition de l'ensemble de la vie sociale".

Le premier trait remarquable de la troisième session du tribunal Russel, qui s'est tenue à Rome du 10 au 17 janvier 76 est sans conteste cette présence des peuples d'Amérique Latine qui, du plus profond de l'oppression qui les écrase, ont élevé leur voix pour faire prévaloir leurs droits. C'est en effet une étonnante lacune de l'ordre juridique international que vient combler le Tribunal Russel : seuls les gouvernements ont accès aux tribunes de l'ONU ou l'O.E.A., même si ils sont illégitimes, même si ils écrasent leurs peuples par la torture et l'assassinat.

Dès le premier jour de cette dernière session, où le peuple chilien s'est fait entendre au travers du témoignage de Laura Allende, jusqu'à la lecture de la sentence lors d'une séance de clôture qui réunissait les représentants des peuples en lutte d'Amérique Latine, d'Afrique Australe, d'Asie, et d'Amérique Latine ce sont bien d'abord les peuples opprimés qui se sont fait entendre. Parvenus jusqu'à Rome, parfois dans des conditions périlleuses, de syndicalistes, des étudiants, des prêtres, des avocats, ou simplement des parents de prisonniers politiques et de victimes de tortures ou d'assassinats, sont venus témoigner des souffrances subies et réclamer justice. Tous, des plus célèbres aux plu

La seconde caractéristique importante de cette 3ème session fut sans doute la qualité des débats qui s'y sont tenus et le sérieux des travaux présentés. Le Tribunal Russel ne s'est pas contenté d'enregistrer dépositions et témoignages. Il s'est efforcé d'en saisir le pourquoi et le comment, et de reconstituer la logique et le sens de la répression qui s'exerce, afin de pouvoir la juger et la condamner en toute connaissance de cause : les 40 pages d'attendus qui précède la sentence proprement dite, résumant le travail d'analyse et motivent clairement les condamnations.

Il est clairement apparu, en effet, au travers des travaux qui ont marqué cette séance à Rome, combien la répression qui se développe en Amérique Latine est profondément cohérente et systématique : elle ne naît pas d'un accident de l'histoire, mais elle est la transcription logique d'un projet impérialiste explicite.

Les pays capitalistes centraux sont parfaitement conscients que l'exploitation des ressources humaines d'Amérique Latine "risque de faire (des USA) un bouc émissaire et de provoquer une recherche de solutions marxistes aux problèmes socio-économiques qui se posent" (Nelson Rockefeller) : la militarisation de l'Amérique Latine, la répression dans les églises et leur utilisation à des fins de contrôles idéologiques, la mise sous tutelle du mouvement syndical et sa récupération ainsi que sa manipulation à des fins répressives, l'utilisation enfin de toutes les institutions permet d'imposer l'ordre et la discipline nécessaires et de répondre tant bien que mal aux nouvelles tensions, aux déséquilibres ou aux nombreux besoins du système économique mis en place.

En même temps, la manipulation de ces institutions permet de hâter la disparition des Etats-nations souverains, et le développement de formes de pouvoir et de civilisations qui soient en accord avec l'économie multinationale. Le Tribunal Russel a clairement montré, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, que par delà les différences de pays à pays, les mêmes mécanismes de répression sont en cause, mettant en place un même et unique système.

Conscients de l'universalité de ce système, les membres du Tribunal Russel, parvenus aux termes de leurs tâches qui leur avait été confié, ont décidé de poursuivre ce travail d'analyse et de réflexion. Une "Fondation pour les Droits des Peuples" vient ainsi d'être créée à Lugano (Suisse) afin de continuer d'exploiter l'important matériel déjà rassemblé et de poursuivre la recherche sur les formes et les causes de la répression et les moyens que l'on peut mettre au service du Droit des Peuples.



## Historique du tribunal Russel II

"Sur la répression au Brésil, au Chili, et en Amérique latine"

Les origines : En 1971, des patriotes brésiliens exposent à Lelio

Dès la première session et au cours des deux sessions suivantes, le Tribunal devra, à la demande des représentants légitimes des peuples d'Amérique Latine, étendre ses travaux à autres pays d'Amérique Latine. C'est, par ailleurs, le caractère systématique et cohérent de la répression instaurée dans les pays examinés, qui mènera progressivement le Tribunal à en analyser les causes, les conséquences et les modalités, ce qui lui permet de fonder sa sentence.

La première session (Rome, 30 mars/6 avril 74).

Au cours de sa première session, le tribunal consacre à l'étude des violations des Droits de l'Homme commis au Brésil, en Bolivie, au Chili et en Uruguay.

La deuxième session (Bruxelles, 11 janvier/18 janvier 75).

Outre ces violations du Droit de l'Homme au Guatemala, à Haïti, au Paraguay, à Porto Rico et à Saint-Domingue, le tribunal examine au travers de nombreux rapports et témoignages les causes économiques de la répression.

La troisième session (Rome, 10 janvier/17 janvier 76)

Le tribunal examine la situation en Argentine, en Colombie et au Nicaragua. Il s'efforce en outre de tirer l'ensemble de ses travaux une vision globale de la répression en Amérique Latine et d'établir une synthèse des formes et des moyens qu'elles emploie (FF.AA, église, Droit, Syndicats, Cu re..)

### La dissolution du Tribunal Russel II

Ayant mené à bien la mission qui lui avait été confiée par les peuples d'Amérique Latine, le Tribunal Russel s'est dissout le 17 janvier 76. Ses membres ont toutefois décidé de continuer l'œuvre entreprise, et de créer deux organismes permanents au service des peuples du monde entier. Il s'agit d'une part de la "Fondation pour le Droit et la Libération des Peuples" qui rassemblera les travaux déjà réalisés et mènera de nouvelles études afin d'alimenter l'analyse et la réflexion sur la répression des peuples ; il s'agit d'autre part de "l'Association pour le Droit et la libération des peuples" qui se veut un outil permanent au service des peuples du monde dans leurs luttes pour la reconnaissance de leurs droits.

### Composition du jury du Tribunal Russel II

- Lelio BASSO Sénateur de la gauche indépendante (Italie)
- J. Bosch : Ex-président de la République Dominicaine
- J. Cortazar : Ecrivain argentin
- V. Dedijer : Historien yougoslave
- G. Garcia Marquez : Ecrivain colombien
- G. Girardi : Théologien et philosophe catholique (Italie)
- V. Holz : Député socialiste (R.A.F)
- A. Kastler : Prix nobel de physique (France)
- G. Molgaard : Dirigeant syndical Danois
- J. Nordman : Avocat
- G. Papandreou : Président du mouvement Socialiste Panellénique
- J. Petras : Professeur de sociologie (Université de New York)
- Pham Van Bach : Président de la Cour Suprême (Vietnam)
- F. Rigaux : Professeur de droit international (Université de Vain)
- L. Schwartz : Professeur à l'Ecole Polytechnique de Paris
- A. Soboul : Historien français

# Conclusions sur la répression en Amérique latine

En attendant la publication de la sentence définitive rendus par T.R II (une quarantaine de pages) on trouvera ci-dessous un extrait des conclusions de la 3eme session et le texte de "l'appel aux peuples du monde" lue par Julio Cortazar lors de la séance de clôture le 17 janvier 76 et demandant aux peuples de faire appliquer la sentence.

Le Tribunal a examiné la situation des peuples de : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Guatémala, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Uruguay, Porto Rico, République Dominicaine. Les jurés du tribunal ont entendu plus de deux cent rapporteurs et témoins et pris connaissance d'une considérable documentation écrite, photographique, cinématographique. Ces rapporteurs et ces témoins représentant des mouvements de libérations, des organisations syndicales, professionnelles et rurales et du milieu universitaires, provenaient d'Amérique Latine, d'Europe mais aussi des Etats-Unis d'Amérique. De nombreux citoyens de ce dernier pays ont tenu à apporter au Tribunal leur contribution à la description et à l'analyse des faits qu'ils dénoncent à l'intérieur de leur propre pays.

Le Tribunal a obtenu la démonstration que, au-delà des conditions particulières propres à chacun des pays examinés, un système cohérent de domination et d'exploitation s'étend à l'ensemble de l'Amérique Latine et que les entreprises multinationales et le gouvernement des USA en sont les principaux responsables.

L'impérialisme occidental s'est organisé progressivement autour d'un ensemble de conquêtes, de pillage et de violences, qui lui a permis d'imposer à une très grande partie du monde ses intérêts, ses valeurs et ses modèles. Des intérêts économiques et politiques convergents ont porté ce processus de colonisation à un tel degré de développement qu'il menace aujourd'hui l'ensemble des peuples du monde et atteint une telle brutalité que le crime organisé en est devenu une constante.

La domination des pays occidentaux industrialisés et, en tout premier lieu des E.U est entrée dans une phase nouvelle, caractérisée par l'intensité de la concentration du pouvoir politique et du capital, dont les objectifs et les méthodes coïncident.

La concentration du capital a produit de gigantesques entreprises dites "multinationales", qui opèrent à l'échelle du monde, où elles pillent les matières premières, trouvent une main d'œuvre à bas prix et se créent de nouveaux marchés. En investissant directement leurs capitaux dans les pays du Tiers Monde elles prennent un rôle dominant dans la vie économique de ces pays. Une telle évolution n'est possible que si les pouvoirs politiques renoncent à représenter les intérêts des peuples et défendent des objectifs et des intérêts particuliers. Ainsi, dans la situation du capitalisme d'aujourd'hui, les mécanismes du profit fonctionnent essentiellement à travers les médiations de l'Etat, tandis que les agents économiques se font l'instrument d'une diffusion coercitive de modèles culturels et sociaux.



# LE TRIBUNAL

Condamne comme coupables de violations graves, systématiques et répétées des Droits de l'Homme et des Droits des peuples, les gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatémala, d'Haïti, du Nicaragua, du Paraguay et de la République Dominicaine et de l'Uruguay ;

Condamne comme coupables de crimes contre l'humanité, compte tenu de l'ampleur et de la constance de ces violations, les gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, Du Brésil, du Chili, Du guatémala, d'Haïti, du Paraguay, et de l'Uruguay ;

Condamne le gouvernement du Brésil comme coupable du crime de génocide ;

Condamne pour génocide culturel les gouvernements, les institutions, les entreprises et les personnes qui concourent à la répression ou à la destruction des cultures locales et nationales en Amérique latine ;

Condamne le gouvernement de l'Argentine qui viole tous les Principes du Droit d'asile et coopère à la persécution sur son territoire des réfugiés latino-américain par les polices de leurs pays ;

Condamne le gouvernement du Chili qui viole tous les principes du Droit d'asile à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire et qui poursuit à l'étranger et parfois assassine ses ressortissants exilés ;

Condamne les gouvernements qui comme celui de la Colombie : exercent sa répression persévérante en qualifiant certaines actions politiques de crime de Droit communs, ce qui viole le droit interne et le droit international ;

Condamne le gouvernement des Etats Unis d'Amérique qui organise, favorise ou tolère l'approvisionnement en armes des gouvernements illégitimes et répressifs d'Amérique latine ;

Condamne le gouvernement des Etats unis d'Amérique qui exerce un pouvoir colonial sur le peuple de Puerto-Rico, qui a commis des agressions militaires contre la république de Cuba et la république Dominicaine, qui a organisé le renversement des gouvernements légitimes du Chili et du Guatémala ;

Condamne de ce fait le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, dont la responsabilité dans le coup d'état au Chili a été récemment établie de façon officielle ;

Condamne les entreprises multinationales qui exploitent les ressources naturelles et humaines des pays d'Amérique latine au détriment des intérêts et des Droits des Peuples, et vont jusqu'à être les co-auteurs de coups d'état fascistes. En outre le tribunal déclare que la nationalisation de ces entreprises soit sans indemnité à titre de sanction, soit après déduction de leurs bénéfices excessifs, est pleinement justifiée.

Condamne les fondations américaines et européennes, dans la mesure où leurs activités sont intégrées à l'entreprise de domination et d'exploitation menée par les sociétés multinationales ;

Condamne le gouvernement des Etats Unis pour les crimes économiques commis par ces entreprises dans les pays d'Amérique Latine ;

Condamne l'ensemble des personnes et autorités ci-dessus, et er

- Pays qui ont fait l'objet des travaux  
du Tribunal Russell II -



# APPEL AUX PEUPLES DU MONDE

Nous nous éveillons chaque jour dans un monde qui ressemble de plus en plus aux cauchemars de nos nuits, et la lecture matinale des journaux au lieu de nous apporter une bouffée d'air frais et le sentiment d'être réveillés, n'est rien d'autre qu'une succession d'horreurs, de prophéties sinistres, de nouveaux cauchemars accablants.

Nous vivons en un temps dans lequel tout paraît converger vers un inévitable suicide planétaire : comme viennent de montrer les travaux du Tribunal Russell II, la machine implacable de l'impérialisme poursuit et accentue sa progression conquérante, multipliant ses formes de pénétration dans les pays d'Amérique Latine et d'autres régions du monde, s'efforçant d'imposer par la force ou la ruse ses modèles d'économie, de culture ou de vie, destinés à asservir les peuples par le conditionnement psychologique et l'exploitation de richesses et de ressources qui ne lui appartiennent pas.

Les compagnies multinationales et les grands organismes financiers qui leur sont associés sont les parfaits instruments mis au point pour obliger un grand secteur de l'humanité à servir les buts définis par des petites minorités de dirigeants. Elles doivent, en fait, être considérées comme transnationales, car leur multinationalité n'est qu'une façade. En réalité, elles sont intégralement contrôlées à partir d'un siège central qui se trouve dans l'une ou dans quelques unes des nations dites développées.

Le modèle de développement qu'elles proposent ne connaît qu'un impératif : la maximisation du profit en vue de la maximisation du pouvoir : toutes leurs activités, aussi diverses soient-elles, sont orientées vers cette seule fin. C'est ainsi qu'elles

Ce qui rend particulièrement dangereux cet recherche maniaque du profit, c'est qu'elle est orientée plus vers la mort que vers la vie. Jamais dans l'histoire humaine, technologie de la destruction n'a approché, même de loin, les limites atteintes actuellement. Les armements sont désormais plus grande affaire du monde : ils représentent un chiffre annuel de 300 milliards de dollars. Les stocks d'armes nucléaires, qui qu'aux Etats-Unis et en URSS avaient atteint, dès 1969, la force explosive de 10 à 15 tonnes de TNT pour chaque homme, femme ou enfant vivant sur cette terre. Depuis lors, ils se sont sans cesse accrues. Les seuls EU produisent actuellement trois tonnes nucléaires à hydrogène par jour et l'URSS suit le même rythme. Une grande guerre nucléaire pourrait exterminer l'humanité et une grande partie de ce qui resterait encore de vie sur la planète.

Le maintien d'un tel système est gros d'un désastre universel. Il faut arriver à changer l'orientation actuelle et établir un contrôle pour que les êtres humains et leur avenir aient quelque chance de survie. Il faut que nous le sachions sans hésitation aucune : il n'y a pas moyen d'échapper ; c'est la vie ou la mort, la survie ou l'anéantissement.

Cependant, entre la seconde et la troisième session du Tribunal Russell II, un événement historique d'importance capitale s'est produit qui, en dépit de toutes les menaces pesant sur le présent et le futur des peuples et malgré les horreurs engendrées par l'exploitation et la répression, manifeste qu'il est possible de lutter contre l'impérialisme et de le vaincre : Le 30 avril 75, le peuple vietnamien, au terme d'une guerre de treize ans, jetait à la mer les envahisseurs et libérait son territoire national. Certes le prix payé avait été très lourd en vies humaines, en blessures et destructions de toute sorte, mais la victoire était là, avec elle l'unité et la liberté reconquises.

Dans le monde entier, le Vietnam a redonné corps à l'espérance et à la conviction que rien n'est perdu tant qu'on refuse à la résignation qui nous parvient des pays d'Amérique Latine les plus écrasés, les plus ensanglantés, les plus soumis à des régimes de terreur qui font pâlir les pires excès des barbaries passées : dans les prisons et les camps du Brésil et de l'Uruguay des hommes debout défient leurs bourreaux et rendent inutiles leurs efforts ; du Chili, nous arrivent des témoignages étonnants racontant que la résistance populaire croît sans cesse et manifeste par quantité de signes dans les rues, dans les chantiers et dans l'humour, sur les murs et dans la circulation d'une abondante littérature clandestine ; de l'Argentine, nous recevons de nouvelles de lutte populaires organisées au point de provoquer de véritables batailles entre forces de la répression gouvernementale et paramilitaires et armée de libération nationale...

Le Tribunal Russell II se sachant impuissant face à ce pouvoir économique, politique, militaire, dont il a condamné les agissements ne peut conclure ses travaux sans faire appel à la seule force internationale capable d'arrêter l'avancée de l'impérialisme, celle des masses populaires, en premier lieu des travailleurs, de leurs organisations, de leur solidarité internationale mais aussi des paysans, des intellectuels et des membres des classes moyennes qui s'identifient aux luttes populaires et sacrifient carrière et profit.

Certes, la collaboration la plus importante que les hommes et les femmes des pays développés peuvent donner à la libération des peuples d'Amérique Latine, est la lutte qu'ils mènent dans leurs pays respectifs contre la politique impérialiste, notamment contre celles des multinationales.

Il est très urgent que tous les hommes des pays développés et des pays sous développés, des pays de l'Ouest et des pays de l'Est, découvrent la convergence de leurs intérêts ; que les travailleurs des pays développés, notamment ceux des pays du Nord, sachent qu'ils sont eux-mêmes victimes de l'exploitation des compagnies multinationales. Ceci est d'ailleurs rendu évident par le chômage que provoque à l'heure actuelle la tendance des compagnies multinationales à abandonner les pays de faible combativité ouvrière.

Sur la base de cette conscience doit se développer à l'échelle mondiale, une nouvelle solidarité des résistances et des luttes.

Nous indiquons ici quelques exemples de cette solidarité internationale :

1) Des campagnes systématiques de "contre-propagande" sur les crimes de l'impérialisme doivent être poursuivies. Mais il est aussi nécessaire d'étudier à fond la stratégie de l'impérialisme et, notamment celles des multinationales, pour prêter une attention particulière aux techniques d'infiltration et de répression des mouvements de résistance et de libération.

3) Une mobilisation visant à imposer aux Etats d'intervenir rigoureusement pour réduire les déséquilibres et les zones de misère, qui créent les conditions de la surexploitation par les multinationales.

4) La dénonciation et la mise à nu des idéologies, religieuses ou laïques dont se sert l'impérialisme pour justifier son action destructrice, ou pour l'entourer d'un vaste silence.

Afin de contribuer à cette façon internationaliste, sur ces terrains et sur beaucoup d'autres, qui sont à découvrir, les membres du Tribunal Russel II ont estimé qu'ils ne pouvaient se séparer sans poser quelques jalons qui augurent une suite aux travaux qu'ils ont entrepris. Ils ont donc décidé de prendre deux initiatives : d'une part de créer une Fondation internationale pour les droits et le libération des peuples, qui rassemblera des chercheurs dans le but d'étudier à tous les niveaux les mécanismes de la domination impérialiste et de fournir ainsi, à l'action de masse, un support théorique, d'autre part de lancer le projet d'une Association pour les Droits et la Défense des Peuples qui devrait rassembler dans l'action à la base tous ceux qui veulent coordonner leurs efforts pour rendre plus efficace les luttes libératrices.

D'ailleurs, les relations entre les Etats Unis et l'Amérique Latine sont actuellement devenues exemplaires de ce qui peut se produire dans bien d'autres pays du monde. Nous tirons de cette constatation la certitude de la solidarité internationale des peuples qui ne veulent pas être "latino-américanisés" de cette façon aberrante et criminelle.

Nous le réaffirmons donc : chaque fois que partout dans le monde des hommes se dressent et, au risque de perdre leur propre vie, s'opposent à l'intolérable, refusant complicités et abandons, c'est l'humanité nouvelle qui se manifeste. A tous ceux qui ont suivi nos travaux et qui reçoivent l'appel qui les conclut, nous disons notre conviction qu'il vaut la peine de lutter et que l'avenir appartient à ceux qui croient à la justice et à la souveraineté, aux peuples en marche vers la reconquête de leur commune destinée. L'Histoire avance : avec Ho Chi Minh nous en saisissons le sens : "il n'y a rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté".

Ce n'est donc pas dans une perspective purement défensive que ce Tribunal a engagé le combat pour la défense des droits menacés et pour la liberté des prisonniers et des torturés. Face à l'offensive inexorable des ennemis de la dignité des peuples, de leurs exploités et de leurs bourreaux, le Tribunal revendique et proclame son droit et son devoir d'attaquer à son tour ceux qui utilisent l'humiliation et l'oppression comme leurs armes de prédilection. Au pessimisme concernant la destinée humaine, qui est la racine profonde de toute oppression, de tout mépris de l'indépendance et de la liberté des peuples, il oppose un clair optimisme concernant le résultat final de la lutte historique actuelle. Il s'agit d'un optimisme sans naïveté mais plein de sève humaine, de cette joie de vivre et d'aimer qui, un jour, nous fera aborder tous ensemble sur les rivages d'un avenir meilleur et plus juste.

# DOCU MENTATION du tribunal Russel II

A l'occasion des différentes sessions, plus de 200 rapports et témoignages ont été rassemblés et une importante documentation a été déposée au Tribunal pour y servir de preuve. Ce matériel traite notamment des thèmes suivants :

-Documentation juridique : les actes d'accusations, les trois sentences du Tribunal ; la légitimité du Tribunal Russel II ; les transformations de la structure juridique des pays d'Amérique Latine ; analyses des législations répressives d'un certain nombre de pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie..)

-Documentation sur la répression : rapports et témoignages sur la situation dans chacun des douze pays concernés par la sentence.

-Documentation économique : les causes économiques de la répression, l'action des multinationales dans un certain nombre de pays (Bolivie, Brésil, Chili, Porto Rico, République Dominicaine...), analyses de cas etc...

-Documentation sur les Forces Armées : la militarisation de l'Amérique Latine ; la vente et le transfert d'armes ; la formation et l'idéologie des militaires latino-américains ; rôle des services secrets américains...

-Documentation sur la culture et la religion : la destruction des cultures indigènes ; la répression culturelle (Universités, cultures populaires) ; le rôle des fondations non américaines et des multinationales de l'information ; la répression des églises et leur utilisation.

-Documentation sur le syndicalisme ; la répression syndicale dans divers pays ; l'action du syndicalisme non américain en Amérique Latine (IADSL, ORIT..)

Une partie de cette documentation a déjà été publiée soit in-extenso, soit sous forme d'extraits (CF "Revolution Nouvelle" n°4 avril 75, qui résume les travaux de la 2ème session ; Edition Casterman, 66 rue Bonaparte 75006, cf "Parole et Société" n°4 et 5 1974, qui résume les travaux de la première session). Un effort est actuellement réalisé pour la rendre disponible à Paris. América Presse diffusera dès que possible la liste du matériel disponible et la manière de se le procurer. Pour tout renseignement écrire à :

SECRETARIA GENERALE DEL TRIBUNAL RUSSEL II

VIA DELLA DIGANA VECCHIA, 5

00186

ROMA

ITALIE



# le syndicalisme

## FOYER DE PENETRATION POUR LES SERVICES SECRETS AMERICAINS ET LES MULTINATIONALES

Une excellente étude sur la publication du syndicalisme en Amérique Latine a été faite par Fred Hirsch et exposée au Tribunal Russel ; nous publions ici quelques extraits de ce travail.

En Amérique Latine, le syndicalisme est un des facteurs de base de la formation ou de la déformation de la société. Dans le meilleur des cas, le syndicat pénètre dans tous les domaines de la vie des familles ouvrières en organisant dans le sens des solutions sociales les expressions collectives. Au pire, le syndicat est manœuvré par des forces extérieures pour neutraliser le potentiel des expressions collectives ou pour le retourner de manière si radicale que les actions des travailleurs finissent par servir ces mêmes forces transnationales qui ne visent qu'à tirer super-profit et pouvoir du sang des classes ouvrières d'Amérique Latine. Cette dernière fonction a été servie avec un maximum d'efficacité par ce que le magazine conservateur américain *Business Week* appelle la "propre version du syndicalisme de la Central Intelligence Agency", autrement dit l'organisation internationale du AFL-CIO.

Alors que l'on a porté une attention énorme au développement de l'assaut économique, politique et militaires des forces impérialistes américaines contre le peuple du Chili, aucune étude suffisante n'a été de loin consacrée au rôle clef du syndicalisme dans la formation et la déformation du destin de ce pays pour servir d'exemple et d'avertissement à l'Amérique Latine et au monde.

Luis Figueroa, Président de la CUT (Confédération unique des Travailleurs du Chili), choisissait soigneusement ses mots quand il accusa l'AIFLD de "treize ans d'espionnage social massif". Tout comme le mouvement syndicaliste a été essentiel aux étapes franchies par le Chili dans sa voie vers le socialisme, de même l'attaque au sein des organisations ouvrières était une arme essentielle pour affaiblir le gouvernement d'Unité populaire. Dans son dernier discours aux travailleurs chiliens, Salvador Allende estima nécessaire de remercier "les membres des professions, ces patriotes qui, il y a quelques jours, continuaient à lutter contre la révolte menée par les syndicats de professionnels. Autrement dit, les syndicats de classe qui essayaient de conserver les avantages accordés à certains d'entre eux par les sociétés capitalis-

L'artisan du Service des Affaires international de l'AFL-CIO après la guerre a été Jay Lovestone, qui a pris sa retraite en juillet 1974. En 1929 Lovestone était le Président du Parti Communiste américain. Il a engendré une politique, soutenue par une passion parfaitement instruite de renégat contre les communistes, qui précéda la guerre froide et s'égarait sur la droite de John Foster Dulles. (Irwing Brown, s'occupait d'organiser des hommes de main pour briser une grève de gauche à Manhattan et de jeter les bases financières de "Force Ouvrière").

L'équipe de Lovestone partit travailler en Amérique Latine pour y créer l'ORIT, organisation qui, en raison de la domination américaine qui soutient toute intervention en Amérique Latine, n'a jamais dépassé le stade de squelette d'organisation. Actuellement, le rôle principal de l'ORIT semble être celui de portier qui ouvre les portes de l'Amérique Latine à l'AIFLD et ses ITS. Le Secrétaire général de l'ORIT, Julio Etcheverry, a suivi de l'AIFLD une formation des plus poussées et a servi d'agent de l'AIFLD. Le Trésorier de l'ORIT, José Estrada, est actuellement un fonctionnaire payé par cet Institut.

Avec les développements de la révolution à l'AFL-CIO, le Gouvernement des Etats-Unis et les plus grandes transnationales se rendirent compte qu'il fallait créer parmi les syndicats latino-américains un mécanisme fonctionnant efficacement. Ils créèrent l'AIFLD en 1962. Le rapport d'un Contre-rapport général américain spécifie : "en Mai 1961, l'AFL-CIO contacta des fondations privées des hommes d'affaires et des organes gouvernementaux pour trouver un financement pour l'Institut prévu". Une des fondations auxquelles ont fait recours était le Michigan Fund, dont certaines sources du Congrès ont découvert qu'elle était une des conduites de fonds de la CIA. L'AIFLD trouva dans le monde des affaires des poches volontiers ouvertes par George Meany, Président de l'AFL-CIO, ainsi que l'AIFLD vanta le support des "plus grosses compagnies des Etats-Unis... Rockefeller, ITT, Kennecott, Standard Oil, Shell Petroleum, Anaconda et même le Readers Digest... et bien que certaines de ces compagnies n'aient aucun rapport de quelque sorte que ce soit avec les syndicats américains, elles étaient toutes d'accord à trouver qu'il était de l'intérêt des Etats Unis de développer des syndicats autonomes en Amérique Latine, et c'est pour cette contribution en argent fut si grande".

Les fonds de l'AIFLD, qui sont cette année de l'ordre de 10 millions de dollars, arrivent ouvertement par l'intermédiaire du Département d'Etat. L'AIFLD a déclaré : "l'AIFLD est financé par le Département d'Etat quand les buts du syndicat et ceux de la politique étrangère coïncident". Parfois le travail de l'Institut au-delà de ce qui peut être publiquement admis ou plausible est nié par le Département d'Etat. Selon le contrôleur général de la question est traitée par des propositions qui sont "écrites en termes généraux plutôt que spécifiques ce qui empêche de définir le travail exact à accomplir".

### Un exemple pour souligner les méthodes de l'AIFLD

Dans la République Dominicaine où l'AIFLD a pour but de faire tomber le gouvernement de Juan Bosch et a pour tâche d'organiser un appui syndical pour soutenir l'invasion américaine de 1965, les hommes de l'AIFLD ont continué à jouer un rôle stabilisateur le statut quo répressif. Le programme de l'AIFLD en République Dominicaine donne quelques aperçus de la "force" de l'AIFLD. Il réclamait une "campagne d'instruction et de propagande progressive en plus de brigades motorisées (vigilantes... un groupe mobile spécialement entraîné pour combattre l'extrême gauche". Dans une réponse spécifique à cette défiance du bureau de Washington du Directeur Doherty déclare "l'AIFLD est heureux de s'attribuer le mérite de fournir un soutien matériel fraternel". Au Brésil, l'AIFLD s'opposa au régime de João Goulart en accroissant ses programmes de formation avant le coup d'Etat militaire par de courts séminaires - pour des personnes "sérieusement engagées dans la lutte contre les éléments totalitaires". Après le coup d'Etat, William C. Doherty déclara : "le syndicat brésilien n'a jamais eu autant de liberté qu'il n'en a aujourd'hui". Il se vanta que les diplômés de l'AIFLD "étaient si actifs qu'ils furent intimement mêlés à certaines des opérations clés de la révolution avant qu'elle n'ait lieu... Un grand nombre de dirigeants syndicaux - dont certains étaient effectivement formés dans notre institut - étaient impliqués... dans le renversement du régime Goulart". Les publications de l'Institut vantaient que leurs étudiants fussent choisis par les militaires pour remplacer les leaders des syndicats qui furent éliminés "le communisme et les éléments corrompus furent nettoyés du mouvement syndical brésilien". Immédiatement après la prise de pouvoir militaire, le rapport de l'AIFLD établit que "les di-

# Urbanisation sauvage et accélérée en Amérique Latine et répression

Parmi les nombreux documents déposés au Tribunal Russel figure une étude sur les problèmes de terrain en Amérique Latine.

Comme ce fut une caractéristique de cette dernière session du Tribunal Russel, une analyse des problèmes généraux et non des problèmes spécifiques à chaque pays a été faite sur ce thème. Nous publions cidessous l'étude faite sur le processus d'urbanisation sauvage et accélérée caractéristique de toute l'Amérique Latine et ses conséquences comme la répression.

Le processus d'urbanisation. Le problème de la rapide concentration dans les zones urbaines est en train de devenir l'un des problèmes sociaux et économiques des plus angoissants de l'Amérique latine, lequel ne peut être résolu dans le cadre des systèmes politiques actuels. Dans aucune partie du monde la croissance des processus d'urbanisation du Mexique au Chili n'a été aussi fort, et ceci est dû à une croissance démographique exceptionnelle et à un abandon progressif des campagnes et des centres de moyenne importance, conséquence de la crise de l'agriculture et des activités artisanales traditionnelles et de l'espoir désespéré de trouver un travail dans les grandes villes. Certaines données peuvent vous donner une idée précise des processus actuels. Selon des évaluations prudentes et officielles, en 1980, 70% de la population argentine et vénézuélienne vivra en ville ; au Chili et au Mexique on approche de 65% et la moitié de la population du Brésil et du Pérou sera urbanisée.

Dans six pays, entre 1960 et 1980, l'augmentation de la population urbaine varie de 10% à 17%, la population se concentrant dans les plus grandes villes. En effet, le nombre de villes ayant plus de 20.000 habitants a plus que doublé de 1950 à 1970, et les villes les plus importantes sont celles qui s'agrandissent avec le plus de rapidité.

Les 19 principales villes des 6 pays cités, qui en 1950 comptaient 21 millions d'habitants, compteront en 1980, 77 millions d'habitants : leur population aura donc presque quadruplé en 30 ans. Au rythme actuel des naissances, à la fin du siècle, Mexico aura plus de 30 millions d'habitants, Sao Paulo 25 millions de même que Buenos Aires, Rio de Janeiro, Lima Callao. Il y aura donc 5 métropoles latino-américaines parmi les dix plus grandes villes du monde. Il est inutile de souligner ce que signifie une telle croissance au point de vue humain, et les conséquences qu'elle produit sur le développement économique et social pour les différents pays, surtout si nous tenons compte que les désastreuses conditions de vie du prolétariat et du sous prolétariat des grandes

Pour essayer de freiner cette explosion urbaine, il faudrait d'aujourd'hui mettre au point des programmes de rééquilibrage régional (par exemple le développement des réseaux des villes de moyenne importance) et de développement des programmes agricoles à forte densité de travail. Ceci demanderait une politique de réforme très ferme. En partant de la réforme des politiques de l'habitation et de la propriété, et de la réforme agraire, elle exigerait d'énormes investissements dans les infrastructures d'importance sociale (aqueducs, réseaux électriques, transports en commun, services sanitaires, écoles).

Tout ceci semble aujourd'hui en dehors de la réalité de la plupart des pays latino-américains, soit à cause de l'opposition de coalitions politiques et sociales au pouvoir envers les politiques de réforme, soit à cause de la distorsion des investissements internationaux en faveur des œuvres infrastructurales favorisées surtout l'exploitation des ressources ou le projet des entreprises multinationales qui les réalisent : nous pouvons citer à ce propos l'exemple de grands projets de sociétés étrangères pour la construction extrêmement coûteuse des métros et d'autoroutes dans certaines villes de l'Amérique Latine, alors que dans ces mêmes villes, des millions d'habitants vivent dans des baraquements dans des zones sans le moindre service d'hygiène, sans égoût, sans lumières.

A ceci vient s'ajouter l'impossibilité croissante de la population de trouver une occupation dans une autre activité productive stable; elle doit donc se contenter de survivre en trouvant une occupation salubre dans des activités marginales (service, ou ayant recours à l'assistance sociale. Donc, aucune possibilité d'ascension sociale ne lui est offerte, ni même participation active dans la vie productive du pays: le sous-prolétariat et le prolétariat urbains de nombreux pays de l'Amérique Latine sont toujours de plus en plus représentés comme des couches marginales, dont la fonction sociale se résume à survivre et à consommer.

Dans ces conditions, les perspectives, étant données les systèmes politiques actuels, se révèlent tragiques.

Que les gouvernements des différents pays essaient de bloquer l'exode la population vers les métropoles, qu'ils essaient de contrôler l'énorme population urbaine, la solution



### Quels sont les problèmes fondamentaux liés à ces problèmes ?

#### 1) Aspects économiques et sociaux du processus d'urbanisation accélérée et sauvage surtout vis à vis des conditions de vie des habitants des métropoles.

Les problèmes les plus graves concernent les niveaux de l'emploi et de la productivité qui se détériorent d'une façon constante. Les conditions d'habitation qui ont atteint des niveaux d'irréversibilité (presque la moitié de la population urbaine vit dans des baraques et la situation tend à empirer avec l'accroissement de plus en plus rapides des villes), les conditions de transport ; les niveaux de services sociaux de base (surtout les conditions d'hygiène très graves des implantations urbaines autour de la ville).

Les niveaux et les caractéristiques des consommations individuelles, qui se détériorent progressivement et en tous cas très fortement, dominées par les exigences de l'offre internationale.

Tous ces problèmes sont des caractéristiques typiques de l'Amérique Latine, dans la mesure où les tendances les plus récentes sont en conflit et bouleversent les modes de vie de l'Amérique Latine, et où les réponses à ce processus sont profondément influencées par les milieux sociaux et politiques où ils naissent.

#### 2) La culture urbaine naissant des conditions de vie.

Il ne s'agit pas d'un phénomène que l'on peut interpréter comme par le passé dans le but de mobiliser, de dynamiser, d'intégrer des groupes sociaux marginaux. Au-delà de l'échec spécifique des théories de la "marginalité" et des politiques sociales qui en découlent, le processus d'urbanisation a pris, et prendra dans le futur des dimensions telles qu'il mettra en crise les hypothèses de gestion du volontarisme et les effets qu'il détermine. Puisqu'il ne semble pas possible de mobiliser et d'intégrer socialement ces masses immenses de prolétaires et de sous-prolétaires dans les systèmes politiques actuels, l'effort le plus grand effectué par les gouvernements nationaux, des organismes internationaux et des entreprises transnationales semble celui de "congeler".

Cette population urbaine dans un état intermédiaire, qui n'est pas celui des sociétés traditionnelles et rurales, ni celui d'une société complètement urbaine. Les instruments fondamentaux pour atteindre ceci sont l'instabilité du travail, la production de niveaux de subsistance urbaine (par exemple la construction de logements par les travailleurs eux-mêmes), l'intégration du marché grâce à des consommations élémentaires de masse, l'usage des moyens de communications de masse et une grande variété de formes de répression de la révolte sociale.

L'aspect le plus préoccupant de cette organisation sociale est la naissance d'énormes sociétés de consommation aux niveaux les plus infinis, bloquées pour toujours dans cette situation

#### 3) La répression envers les mouvements sociaux qui naissent (conditions de vie dans les villes.

Malgré le contrôle exercé par les appareils militaires et de police sur les mouvements sociaux, souvent conditions de vie dans les baraques ou les conditions de transport ou bien l'absence de certains services fondamentaux font naître des formes très violentes de révolte collective (pensons par exemple aux protestations des banlieusards dans les zones de Rio de Janeiro au cours de l'année dernière qui ont amené la destruction de plusieurs gares et de matériel roulant, ou bien la révolte des habitants des barriadas d'Arequipa au Pérou en 1973).

Puisque l'accroissement des villes et la détérioration des conditions de vie provoquera des conflits toujours plus étendus et plus violents, plusieurs pays ont mis au point un grand appareil de répression.

Les formes de répression sont nombreuses et non seulement violentes (par exemple la destruction des logis et l'évacuation forcée des habitants d'une barriada ou d'une favela). Dans plusieurs cas la marginalisation, l'éloignement physique des habitants qui habitent dans les baraques loin de la ville sont obtenus au prétexte d'une plus grande autonomie des habitants (les barriadas gérées par elles-mêmes du SINAMOS) ou bien en exécution de l'initiative des habitants des baraques, etc. Il s'agit de certaines formes répressives les plus dangereuses parce qu'elles sont les moins visibles et souvent masquées par des mesures politiques visant à mobiliser les ressources humaines dans le processus de développement. Une grande partie des politiques du plan urbain mises au point dans les pays d'Amérique Latine au cours des dernières décennies, même grâce à la contribution des institutions internationales ont pour but le contrôle et la répression des mouvements sociaux qui peuvent naître des conditions de vie dans les villes.

De quelle manière les multinationales interviennent-elles pour déterminer ce genre de processus d'urbanisation ? Et de quelle manière tirent-elles un bénéfice de ce rôle direct des multinationales pour déterminer le processus d'urbanisation accéléré et les conditions de vie urbaines ? Elles sont modestes : elles peuvent être directement mêlées dans tel ou tel aspect du processus ou intéressées dans tel ou tel résultat mais elles ne sont pas directement responsables du phénomène ; il n'y a pas de doute que la haute concentration de population dans certaines zones favorise leurs intérêts productifs et commerciaux mais elles ne semblent se trouver plus dans la position de celui qui profite de la situation arrivée par hasard et non voulue. Il n'y a pas de doute que les multinationales ont un rôle indirect : elles ont contribué à mettre en crise l'agriculture des pays latino-américains (à travers le contrôle des mécanismes de commercialisation, l'intégration de l'économie agricole, de subsistance dans le marché mondial, dans certains cas le transport de la main d'œuvre agricole) et ont favorisé la diffusion de certains modes de consommation urbaine. En somme, on peut dire que le processus spécifique va dans le sens des intérêts des multinationales et que si des conflits sociaux et politiques en sont les conséquences, ils représentent une contradiction évidente. Dans ce sens il est plus important de considérer comme facteur déterminant de l'urbanisation rapide à grande échelle, l'ensemble des intérêts du capitalisme international. Un ensemble d'intérêts malgré l'aspect spécifique de chaque situation n'ont pas pour but de renforcer et accentuer les tendances existantes.



**DOSSIER  
URUGUAYEN  
AMERICA  
PRESSE**

**1976**



# Année de lutte pour l'isolement de la Dictature Uruguayenne

## UNE DICTATURE EN CRISE

Depuis 1972 et plus précisément après le coup d'état du 27 juin 1973, le régime uruguayen a réussi à établir dans le silence international le plus total et de façon progressive, tout en préservant une façade légale, une dictature militaire aussi féroce que celle de Pinochet.

Depuis lors, la violation systématique des Droits de l'Homme s'est traduite par les arrestations massives, par la torture institutionnalisée, etc.

Cette violation des Droits de l'Homme s'est accompagnée d'une atteinte à toutes les libertés démocratiques : dissolution de toutes les organisations syndicales et politiques de gauche et progressistes, suppression du droit de réunion, censure de presse, fermeture définitive ou temporaire des organes d'information.

Par ailleurs, des décrets ont instauré une réglementation syndicale répressive, ont mis l'enseignement et les entreprises nationales sous la tutelle des autorités militaires. La justice civile a été également remplacée par des tribunaux militaires, laissant libre cours à l'arbitraire.

Finalement l'Uruguay est devenu un pays sans constitution ni lois ; sa population souffre d'une paupérisation absolue, d'un chômage camouflé par l'émigration massive (entre 500 et 700 mille uruguayens ont émigré depuis 7 ans)

A partir de 1955, la mévente de la viande et de la laine sur les marchés internationaux, provoquée par le redressement agricole des pays industrialisés, plonge en quelques années l'Uruguay dans une crise économique très profonde.

La baisse des exportations entraîne le déficit de la balance des paiements et de la balance commerciale dans la mesure où les importations demeurent vitales pour le pays. La dévaluation du peso a provoqué une forte augmentation du coût de la vie, alors que le chômage s'est accentué. Le régime politique se durcit face au mécontentement populaire : un mouvement ouvrier très important et une guérilla urbaine puissante (MLN Tupamaros, O.P.R.33) se développent.

Les grèves générales se succèdent, ainsi que les attaques par le gouvernement aux libertés publiques : la censure de presse, dissolution des partis politiques (décembre de 1967), arrestation de dirigeants syndicaux, assassinats d'étudiants, torture généralisée, etc.

fois aux élections générales. Le système électoral en vigueur presque impossible l'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche. Le Front Elargi atteint 18% des votes sur le total (30 Montevideo).

Face à la montée des luttes populaires et aux actions de guérilla, le gouvernement accorde des prérogatives aux militaires qui commencent à exercer un pouvoir décisif sur le plan politique.

En effet, à partir de 1970, les Forces Armées jusqu'alors s'étaient montrées apolitiques et civilistes, commencent à jouer un rôle d'importance croissante dans la répression des mouvements guerilleros, populaires et étudiants. Parallèlement les Forces Armées abandonnent leur mutisme. En septembre 1970 sont créées les forces conjointes (police et Forces Armées) destinées à but de liquider la résistance armée. Cela coïncide avec le moment du plus grand discrédit du régime. En Avril 72, en riposte à l'exécution de trois membres de l'escadron de la mort (organisation terroriste paramilitaire) par le MLN, l'Etat de Guerre Interne est déclaré. Le gouvernement donne carte blanche aux militaires dans leurs actions. Les patrouilles, les violations de domicile, les arrestations et les tortures se multiplient, portant des coups à la guérilla et au mouvement populaire (3000 prisonniers politiques de toutes les organisations et plus de 80 morts en 1972). **La période de terreur institutionnalisée commence.**

Fortes de ces victoires, les Forces Armées prennent au pouvoir parlementaire, sous prétexte de réprimer des délits économiques commis par des personnalités politiques.

### Le coup d'état

En février 1973, les Forces Armées réussissent un coup d'Etat déguisé et soumettent le président à leur tutelle.

L'escalade aboutit le 27 juin à un véritable coup d'Etat auquel le peuple riposte par une grève générale de 15 jours. L'armée dissout les Chambres Législatives et la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT) ainsi que la Fédération des Etudiants Universitaires de l'Uruguay, établit la censure de presse, ferme définitivement certains journaux d'opposition, accroit la répression (plus de 5000 prisonniers politiques), occupe l'Université, met hors la loi, quelques mois plus tard les partis politiques membres du Front Elargi de la Gauche (P.C., P.S., P. démocratique chrétien, Mouvement du 26 mars, groupes issus des partis politiques traditionnels, et la ROE)

La CNT répond dès le premier jour du coup d'Etat par la grève générale avec occupation des lieux de travail.

Les Forces Armées interviennent pour déloger les ouvriers de leur lieu de travail, pour "militariser" les employés des banques de l'ANCAP. La résistance populaire ne se laisse pas briser par toutes ces mesures. Les ouvriers réoccupent les usines et ont recours au sabotage. Une manifestation massive a lieu le 9 juillet 1973, répondant à l'appel de la CNT et des partis de l'opposition. Elle est dispersée par les Forces Armées. Il y a des dizaines de blessés et plusieurs morts.

Le 11 juillet, la CNT met fin à la grève, et alors commence une période de résistance clandestine.

### La politique du régime

#### DANS LE DOMAINE POLITIQUE

Quelques exemples suffiront à illustrer une politique qui est poursuivie avec une obstination sans faille. Ainsi, le Conseil Economique et Social, présidé par J.M Bordaberry et dont font partie les chefs militaires, avait décidé de vendre à l'Afrique du Sud deux usines de fabrication de ciment et une fabrique d'alcool qui appartenait à l'entreprise d'Etat ANCAP. Mettant à profit la nouvelle loi sur les entreprises étrangères, des compagnies américaines étaient sur le point d'acheter diverses usines, en particulier d'électro-ménager : Ferrosalt SIAM, TEM. Il convient de remarquer que dans un pays totalement dépourvu d'industrie lourde, les entreprises citées font partie des plus importantes du pays. Des missions commerciales sud-coréennes et japonaises ont également visité le pays. La recherche pétrolière a été laissée entre les mains des compagnies américaines.

#### LES RELATIONS INTERNATIONALES MONTRENT EGALEMENT LE CARACTERE DU REGIME.

L'ONU a adressé des observations à l'Uruguay pour ses relations avec l'Afrique du Sud: les exportations en direction d'Israël ont quadruplé. Lors d'une récente réunion de l'organisation de l'OEA, l'Uruguay a été avec le Chili un des seuls pays à voter contre la levée des sanctions infligées à Cuba. Les relations avec le Chili n'ont d'ailleurs pas cessé de se resserrer. Le président Bordaberry a assisté en septembre 1975 à Santiago aux commémorations de la fête nationale. Le général Pinochet se rendrait bientôt en Uruguay. Toute l'année 1975 a été marquée par une intense activité diplomatique visant à promouvoir l'intégration latino-américaine... avec les dictatures du continent. C'est ainsi que des accords ont été signés avec le président de la Bolivie, le général Banzer et celui du Paraguay, le général Stroessner. Les liens ont également été resserrés avec le Brésil.

### LA REPRESSION

L'Uruguay figure sur la liste des quatorze pays dans lesquels Amnesty International a pu constater des violations des Droits de l'Homme particulièrement graves. Mais la répression est d'abord économique. Des centaines de milliers d'uruguayens ont dû prendre le chemin de l'exil. C'est un fait que le gouvernement essaie de dissimuler en publiant des statistiques truquées. Mais par exemple le service d'immigration argentin a déclaré au début 1975 que 400.000 uruguayens avaient fait une demande pour obtenir la résidence définitive. Ceci sur une population de 2.800.000 habitants.

La répression c'est d'abord le chômage, la malnutrition des enfants, l'état de délabrement des hopitaux, etc... Mais aussi les arrestations arbitraires et les inévitables tortures dont elles sont suivies. Ces derniers mois plusieurs militants n'ont pas survécu aux sévices, comme Alvano Balbi, Carlos Curuchaga, Pedro Lerena, Argenta Estable et encore au mois de janvier un travailleur des transports et un odontologue ont succombé aux suites de leurs tortures.

Les prisonniers politiques qui ont à purger une lourde peine sont soumis, en particulier dans le pénitencier de Libertad à des conditions qui ont pour but de les détruire physiquement et psychologiquement: isolement, rythme de vie constamment changé (réveil aux heures les plus insolites etc...) De plus, régulièrement des prisonniers sont emmenés dans des casernes pour être à nouveau torturés.

Parmi eux les dirigeants Jose Massera (du Parti Communiste) Paul Sendic (MLN, Tupamaros, otage du régime), Carlos Coitino (Résistance ouvrière-étudiante), Hector Rodriguez (Groupes d'Action unificatrice) et plusieurs syndicalistes. Il y a environ 6000 prisonniers politiques, dont des prêtres et des chrétiens militants.

En avril et mars 1975, plusieurs coupures de courant paraissent bien avoir été le résultat de sabotage. A plusieurs reprises les ouvriers qui construisent le barrage de Salto Grande se sont mis en grève d'un commun accord avec les travailleurs argentins. Les ouvriers des transports publics se sont mis en grève en mars pour protester contre la privatisation de l'entreprise de transport municipal AMDET.

Malgré des milliers d'arrestations opérées les jours précédents, des manifestations éclairs ont eu lieu le 1 mai 1975 et des tracts ont été distribués dans toute la ville de Montevideo.

Le grand syndicat, la CNT continue de fonctionner dans la clandestinité et ses bulletins parviennent régulièrement aux travailleurs que le gouvernement n'a pas réussi à rassembler dans une organisation corporatiste. Malgré la répression, il y a toujours des grèves. Le Parti Communiste distribue la "Carta semanal", la ROE en fait autant avec la feuille "En pocas palabras". Sabotage et attentats à la bombe ont eu lieu dernièrement ainsi que des actions armées.

### **ISOLER LA DICTATURE !!**

Tout ce qui précède montre finalement à quel point la faiblesse de la dictature est grande, obligée qu'elle est d'user de la violence et la répression, seules sources de sa légitimité pour se maintenir au pouvoir.

En effet, la base sociale du régime est pratiquement inexistante, des problèmes nombreux se sont posés avec les différents secteurs de la classe dominante: avec la Fédération rurale (représentante de l'oligarchie terrienne) avec des secteurs du parti "colorado" auquel appartient le président Bordaberry ainsi qu'avec la hiérarchie de l'église catholique.

Le principal responsable politique de l'opposition traditionnelle Wilson Ferreira Aldunate a dû s'exiler. Voici ce qu'il a déclaré lors de son passage au Venezuela: "la situation en Uruguay est horrible" ajoutant que Bordaberry utilise les deux tiers du budget national pour financer les activités militaires à des fins répressives.

D'autre part la gravité de la crise économique r laisse prévoir aucune issue: la stagnation économique est totale, les investissements étrangers tant attendus ne se réalisent pas, la dette extérieure s'élève à 1300 millions de dollars à la fin 1975 et s'aggrave encore. Devant cette faillite économique, l'Uruguay doit se tourner vers les organes de financement internationaux dominés par l'impérialisme pour renégocier la dette extérieure.

L'image de marque de la dictature se détériore même aux yeux des USA: le sénateur Donald Fraser de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre de représentants des USA a envoyé une lettre à Kissinger s'inquiétant de la situation en Uruguay.

Au Venezuela également le Congrès et la municipalité de Carac ont dénoncé publiquement le régime dictatorial uruguayen. Plusieurs organisations internationales dénoncent les crimes de dictature de Bordaberry et de militaires. Parmi d'autres Amnesty International qui mène une campagne mondiale pour l'Uruguay. En février-mars 1976, le Tribunal Russe qui a condamné le gouvernement dictatorial, le Mouvement pour la paix et la souveraineté des Peuples qui a lancé, en janvier, un appel urgent pour la pleine et étroite solidarité, la Fédération syndicale mondiale, l'Union internationale des étudiants, la Fédération internationale des femmes démocrates, la Commission internationale de juristes, le Conseil mondial des Eglises, le Fédération internationale des Droits de l'Homme, etc...

Tout ceci montre qu'il est possible d'isoler la dictature uruguayenne.

Nous devons dès maintenant accentuer cet isolement et faire que les pays démocratiques mettent un terme à leur collaboration politique, économique et commerciale.

- Dans la plus large unité d'action, nous devons :
- 1) Dénoncer inlassablement le régime uruguayen ;
  - 2) Organiser une contre information massive et rapide pour pouvoir réagir le plus vite possible à la répression.
  - 3) Demander l'arrêt de toute aide économique militaire de la France et des autres pays européens
  - 4) Organiser la solidarité active avec les victimes de la répression en Uruguay, les exilés et les réfugiés politiques en Europe.

LES COMITES DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES URUGUAY DE FRANCE, ALLEMAGNE, SUEDE, SUISSE, ITALIE, BELGIQUE ONT LANCE UNE CAMPAGNE "1976 ANNEE DE LUTTE POUR L'ISOLEMENT DE LA DICTATURE"

# INTERVIEW DE HUGO CORES

## syndicaliste uruguayen

Le dirigeant syndicaliste uruguayen, Hugo Cores, militant puis secrétaire du syndicat de la banque de 1968 à 1972 a été sequestré par la police en Argentine, le 14 avril 74, il fut libéré grâce à la solidarité internationale (centrales ouvrières italiennes et françaises, Amnesty International, tribunal Russel,...). Il vient de participer au Tribunal Russel où il a dénoncé la situation des Uruguayens en Argentine, et les tortures qu'ils y subissent. Il a aussi analysé la politique anti-populaire des militaires qui privilégient les objectifs des monopoles et des multinationales.

Il présente ici son organisation politique, le ROE (résistance ouvrière étudiante).

**Q- Qu'est-ce que c'est la Résistance Ouvrière-Etudiante ? (ROE)**

**H.Cores-** Il est difficile de la définir en quelques phrases, surtout parce que notre organisation a eu une origine différente de la plupart des organisations révolutionnaires d'Amérique latine.

La ROE surgit au milieu des luttes populaires qui se déroulèrent dans notre pays en 1968. Mais ses antécédents remontent plus loin : en réalité la ROE a été façonnée par la FAU (Fédération Anarchiste Uruguayenne), organisation fondée en 1956 et qui avait pour but de donner une expression politique et organique à une forte tradition ouvrière et combative du mouvement anarchiste de la région du Rio de la Plata, où le prolétariat est formé initialement surtout, par des immigrants. Depuis le début du siècle sont venus des militants espagnols et italiens, des russes poursuivis après la révolution de 1905, des français pourchassés par les "versailles", des allemands, des polonais, des irlandais, et autres. Ces éléments forgés dans la lutte de classe ouvrière européenne ont joué un rôle décisif dans l'organisation de nos premiers syndicats, de notre première centrale ouvrière (la FORU en 1905), et dans les très durs affrontements de classe qui marquèrent la première décennie de ce siècle.

C'est dans ce courant combatif que trouve ses racines la FAU et ensuite la ROE. Ouverte à l'expérience de la lutte révolutionnaire de tous les peuples opprimés, elle va soutenir non seulement le processus révolutionnaire cubain, mais aussi la pensée et l'action des courants marxistes-léninistes révolutionnaires au cours de ces dernières années.

Dès son origine la ROE se caractérise par sa volonté d'unir théorie et pratique, en un travail au sein du mouvement ouvrier, une lutte contre les conceptions réformistes menée de l'intérieur, et par un soutien actif, à tous les niveaux, des combats populaires (les grandes grèves, marches et manifestations, affrontements et barricades, actions armées et toutes les autres formes de lutte développées en Uruguay ces dernières années).

**Q- Comment la ROE analyse-t-elle en grandes lignes, la situation actuelle en Uruguay ?**

**H.Cores-** La situation actuelle se caractérise par une intensification de l'offensive de la dictature civico-militaire contre les organisations populaires ce qui constitue une preuve définitive qu'elle n'a pas réussi à étouffer la résistance populaire.

Les excès de brutalité répressive atteints en Uruguay sont connus ; mais ce qui nous intéresse surtout, c'est de signaler tout ce que cette répression n'est pas parvenu à empêcher :

- le fonctionnement clandestin de la Convention Nationale des Travailleurs (CNT), la publication régulière de ses bulletins et leurs distributions dans les usines. La discussion au sein de la CNT non seulement des problèmes salariaux (pour lesquels la dictature n'a qu'une politique : la dévalorisation croissante) mais aussi des problèmes de fond qui constituent la ligne du mouvement ouvrier.

- le maintien souterrain des structures syndicales, le développement de l'information, des adhésions, la solidarité avec les camarades congédiés ou emprisonnés.

- des actions revendicatives, comme celle réalisée par les travailleurs de Salto grande (barrage construit par l'Uruguay et l'Argentine sur le fleuve Uruguay) ; plus de 1800 travailleurs se sont mobilisés, avec le soutien de leurs camarades argentins, et obtinrent ce qu'ils demandaient malgré tous les efforts de la dictature pour briser leur lutte. Elle a dû finalement céder devant le danger de voir complètement paralysée une œuvre internationale et de "prestige".

Ou comme l'occupation par des centaines de travailleurs des établissements du Frigorífico Artigas : expulsés par la police, ils reprirent les locaux le lendemain, et, y restèrent jusqu'à obtenir du patronat le paiement des salaires dûs.

- le mépris populaire pour les actes officiels pendant l'année 1975, particulièrement le 19 avril, 150ème anniversaire du débarquement des "33 orientales" (fait historique de la libération de la province orientale de l'Uruguay de la domination coloniale). Leur devise, "la liberté ou la mort" fut reprise pendant les luttes

pour avertir les élèves, professeurs et au personnel que, "l'hymne doit être chanté d'un ton uniforme sans clamer aucune strophe".

- les actions de propagande avant le 1er mai et les manifestations à Montévidéo, où, malgré la répression se groupèrent plusieurs centaines d'ouvriers et d'étudiants qui parcoururent les rues scandant des slogans et distribuant des tracts.

- le 27 juin, anniversaire du coup d'état, où les différentes organisations ont appelé de la clandestinité, à une journée de protestation ; les gens n'ont pas effectué des achats ni réalisé aucune démarche administrative ; la dictature s'est vue forcée à diffuser par les chaînes officielles de radio et de télévisions, des scènes de la vie quotidienne pour démontrer que la journée avait été "normale et calme, malgré les efforts des éléments subversifs".

- finalement un réseau de propagande clandestine fonctionne à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Des publications telles que "En peu de mots", éditée et distribuée à Montévidéo, la "lettre du PC", le bulletin de la résistance Orientale (ROE), le bulletin du Comité de défense des prisonniers politiques, et autres circulent de mains en mains dans les quartiers et les usines, les lycées et les facultés. Ces feuillets porteurs de messages de résistance, de solidarité, de protestation, réalisés dans des conditions évidemment très difficiles, sont modestes mais réguliers et pleins d'espérance.

**Q-Dans ce contexte, quelles sont les propositions politiques que fait la ROE ?**

**H.Cores.** Déjà pendant la grève de 1973, la ROE lança la proposition de créer un front de résistance ou convergeraient toutes les forces antidictatoriales. L'exemple de la grève et des mois qui ont suivis jusqu'à présent, ont démontré que la classe ouvrière et ses organisateurs supportent le poids principal de la lutte contre la dictature.

La grève démontra aussi comment à partir de la résistance ouvrière se groupent les autres secteurs populaires ; ce fut le soutien concret et à tous les niveaux des "groupes de quartiers", des étudiants et même du secteur progressiste du Parti National, que dirige Wilson Ferreira Aldunate.

Nous pensons qu'il faut donner un point de repère à ce soutien, le transformer en une alternative politique concrète, une union effective de forces contre la dictature. Le mot d'ordre mis en avant par la ROE de création d'un front font réponse à un vrai besoin ressenti par la classe ouvrière et les secteurs populaires veut aussi démasquer l'inconséquence et l'opportunisme des dirigeants de l'opposition libérale bourgeoise.

La répression a porté des coups durs aux mouvements populaires et on vit aujourd'hui une période de défensive générale. La proposition d'action politique unifiée sur le plan de la résistance, servirait à surmonter la dispersion et la faiblesse qui en découle. En même temps selon notre optique de militants révolutionnaires, la lutte contre la dictature est aussi la lutte contre l'oppression et pour la conquête du pouvoir par le peuple avec la classe ouvrière à sa tête. Sur ce plan notre tâche politique ne s'arrête pas à la réalisation de l'unité combative du peuple. La chute de ce gouvernement sera l'aboutissement d'une longue période d'expériences, où le rapport de forces aura varié même au sein des forces unies de la résistance ; au cours de cette période la contradiction entre la classe ouvrière et la classe dominante deviendra plus aiguë.

Dans ce contexte, l'unité des forces contre la dictature est inséparable de la lutte pour l'hégémonie de la classe ouvrière avec ses aspirations socialistes et de pouvoir populaire.

La lutte contre la barbarie actuelle (déchainée par la lutte de classes) est le combat pour la destruction définitive de toutes formes de domination, pour le socialisme et le pouvoir populaire. La dictature devra tomber mais pas pour laisser la place aux vieux mandarins de la politique bourgeoise, aux manipulateurs de la "démocratie représentative", à la limite, les complices de l'instauration du régime actuel. Elle tombera pour que le peuple, dans ses organisations, avancé vers le socialisme.

Formuler aujourd'hui une proposition concrète, l'union et l'union

# 1968 - 1976 : les militaires en Uruguay et la répression du mouvement syndical

C'est en 1968-69, lors de la militarisation des banques en grève, que les Forces Armées ont commencé à intervenir directement dans la répression du mouvement syndical. Jusqu'en avril 1972, elles se sont contentées d'appliquer les ordres du Président de la République et de ses ministres, brisant les grèves et emprisonnant des militants syndicaux dans les casernes, sans avoir besoin de mandats judiciaires, "par disposition du Pouvoir Exécutif, dans le cadre des mesures de sécurité".

En septembre 1971, le gouvernement confie aux Forces Armées la répression des activités subversives. A partir d'avril 1972, le pouvoir Exécutif appuyé par le Pouvoir législatif instaure l'"état de guerre interne", renforce la "loi de sécurité de l'Etat", et met sous contrôle militaire le jugement des "délits de sédition". Les Forces Armées ont alors pleins pouvoirs dans l'exercice de la répression.

En 1972, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière chute brutalement. Les Forces Armées jouent leur rôle face à ce "vol salarial", en persécutant les militants syndicaux les plus combattifs dans la lutte pour l'indépendance syndicale, la défense des salaires et la liberté des prisonniers politiques. Ces militants syndicaux sont soumis aux mêmes méthodes de torture que les centaines de personnes accusées d'être des "séditieux". Le caractère anti-ouvrier de la violence militaire est rapidement compris par les secteurs les plus dynamiques de la classe ouvrière: lors des occupations d'usines faites en 1972 pour réclamer la libération de dirigeants syndicaux, un mot d'ordre reflète ceci: "Cette guerre est faite contre le peuple, à nous d'y faire face !".

Jusqu'en 1973, les militaires ont soutenu la politique du gouvernement civil par une répression sélective du mouvement ouvrier: étaient visées les organisations et les militants dont la combativité "conspirait contre le maintien de l'ordre" ou soupçonnés d'être en liaison avec les groupes armés comme le MLN (Tupamaros) ou l'Organisation Populaire Révolutionnaire 33. En février 73, ils entrèrent en conflit avec le Pouvoir Exécutif, refusèrent qu'une enquête ait lieu sur les tortures, et firent sortir les chars dans les rues. Ils empêchèrent la mise en place d'organismes civico-militaires et fixèrent un programme de gouvernement (Communiqués 4 et 7). Depuis lors, ils ont systématisé la répression contre le mouvement syndical dans son ensemble, et tentent d'imposer une réglementation des activités syndicales, vieille aspiration patronale qui a toujours rencontré l'opposition unanime de la classe ouvrière et de ses organisations.

Après avoir dirigé ses forces contre les organisations armées en 1972, l'Armée s'attaquait aux "politiciens corrompus, complices ou bienveillants avec la sédition". Le Pouvoir législatif ayant voulu enquêter sur certains des nombreux cas de torture commis par les Forces Armées, le Pouvoir Exécutif dissout les Chambres, et s'empare du Palais Législatif où elles siégeaient.

Cette concentration du pouvoir entre les mains des militaires trouve son aboutissement dans le coup d'Etat de juin 1973, au cours duquel BORDABERRY prend le pouvoir. Les militaires ont d'abord cherché à éviter l'affrontement avec la classe ouvrière et à instaurer un "dialogue". Ils déclarèrent à plusieurs reprises dans les jours qui suivirent le coup d'état que "nous autres, les militaires, n'avons rien contre les ouvriers ou contre les syndicats", que "les mesures prises le sont contre les politiciens", et dirent aux délégations ouvrières "ne vous mêlez pas de cela, vous n'êtes pas concernés".

Mais face à la vigoureuse résistance de la classe ouvrière (plusieurs semaines de grève générale) les militaires déclanchèrent l'offensive contre l'ensemble du mouvement syndical plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu.

Le ministre de l'intérieur, le colonel et avocat Bolentini, essaya de gagner du temps en alternant le ton compréhensif et les menaces, l'autorité et le paternalisme. Dès le début de la grève générale, Bolentini commença à négocier pour qu'elle cesse, avec la majorité de la direction de la CNT (Convencion Nacional de Trabajadores) dominée par le Parti Communiste. Ces négociations échouèrent: sous la pression de la base, la tendance combative de la CNT lança la grève générale et mobilisa dans les entreprises et dans la rue.

Le ministère de l'intérieur tenta alors de diviser le mouvement ouvrier en entamant des négociations séparées avec l'expression organique de la tendance la plus combative qui eut une réponse de classe unitaire et refusa de négocier hors de la CNT, réaffirmant son appartenance à la centrale et son désir de développer la lutte contre le coup d'état.

Le 4 juillet, la dictature décréta la dissolution de la CNT. fit emprisonner un grand nombre de ses dirigeants et permit

interdit toute activité syndicale qui n'aurait reçu l'autorisation explicite du Département d'Information et Intelligence, autorisation devant être demandée longtemps avant. Malgré cela, le 30 avril, le Président Juan Maria Bordaberry doit confesser devant la presse internationale que "les plans élaborés par le gouvernement pour réorganiser les syndicats ont dû être abandonnés: les dirigeants de la CNT que nous avons interdite menacent de diriger les nouvelles structures selon la ligne de la CNT".

Dans le programme de base des Forces Armées, "Politique de la République", publié par le Commandement en Chef le 15 mai 1974, l'objectif syndical est défini ainsi: "Développer la participation ouvrière dans l'entreprise, afin d'obtenir un syndicat démocrate qui, tout en protégeant ses légitimes aspirations, permette le développement de l'entreprise, aide la direction et réduise au mieux l'affrontement entre capital et travail."

Le 1<sup>o</sup> juin, Etcheverry, ministre du Travail et de la Sécurité, précise l'idéologie en la matière de la dictature civico-militaire: "La législation syndicale doit chercher l'harmonie sociale entre les deux facteurs de base de la production: le capital et le travail, au lieu de la lutte de classe, notion étrangère qui divise et menace l'unité nationale".

De fait, après la fin de la grève, des milliers de licenciements eurent lieu, et on établit des listes noires pour interdire toute embauche. On chercha à remplacer les structures syndicales par des syndicats jaunes, à récupérer les dirigeants. Au Ministère de l'Intérieur et au Ministère du Travail, on élaborait une réglementation tendant à créer un "syndicalisme national, apolitique, libre de l'influence des agitateurs et des idées venues de l'étranger". La réunion de coordination de ce "syndicat national", convoquée le 20 juillet, échoua totalement à cause des interventions de représentants combattifs du mouvement syndicaliste.

Pensant pouvoir la récupérer, le gouvernement laissa se réunir une assemblée plénière des syndicats, mais lorsque plus de cent organisations réaffirmèrent leur appartenance à la CNT, sur une ligne de classe, et réclamèrent la libération des prisonniers, la réintégration des licenciés, et l'indépendance syndicale, la dictature décréta l'interdiction de toute coordination syndicale en remplacement de la CNT.

Dans le but de développer un syndicat jaune, la dictature essaya d'obliger un fort pourcentage de travailleurs à abandonner les syndicats de classe. Pour cela, elle fait remplir par chaque travailleur un questionnaire, où il doit déclarer qu'il se syndique à nouveau questionnaire destiné au patronat et à la dictature. Les 2 tendances principales du mouvement syndical ayant décidé une réaffiliation massive, cette manœuvre échoua: il y eut plus de resyndicalisation même qu'avant le coup d'état.

La dictature renoua également à obliger les syndicats à venir s'inscrire au Ministère de l'Intérieur, à y donner de nombreux renseignements sur leurs activités et à accepter le contrôle gouvernemental.

Les élections universitaires de septembre 1973 ayant montré une opposition massive des étudiants et des enseignants à la dictature, l'Université est fermée le 27 octobre. Le 1<sup>o</sup> décembre les organisations politiques estudiantines sont interdites et leurs journaux fermés.

La tentative de maintenir une apparence de "dialogue" ayant échoué, une répression totale et généralisée se déchaîne contre toute expression ouvrière de gauche ou d'opposition.

Le colonel Carmelo Betancourt, chargé des affaires sociales à l'Etat-Major Commun est encore plus clair: "C'est nous qui commandons, il va falloir que vous obéissiez ! Plus question de grève ou d'accords de l'Organisation Internationale du Travail ! S'il se passe quelque chose dans les usines, qu'on m'amène les responsables, sinon j'irai les chercher moi-même. Et pas question d'élections syndicales. Pour le moment ce serait la CNT qui les gagnerait. Il y aura des élections syndicales quand nous les gagnerons".

La politique sociale de la dictature et du commandement militaire peut donc se résumer en

- une répression systématique de toute lutte spontanée ou organisée

- la violation de toutes les conquêtes antérieures, même inscrites dans la constitution

- une persécution de tous les militants, des milliers de licenciements, l'expulsion du pays, l'emprisonnement et la torture de centaines de syndicalistes

- fermeture des sièges syndicaux, expropriation de leurs biens

- utilisation d'agents patronaux formés par l'Ambas-

# CHILE

## TEMOIGNAGES DE SYNDICALISTES CHILIENS



### Chili: Décembre 75

"Aujourd'hui le syndicat le plus important au Chili, c'est celui des chômeurs!"

Cette boutade d'un dirigeant syndical ouvrier rencontré à Santiago à la fin de 1975 ne fait que dire la vérité : des multiples forces de répression que la junte militaire de Pinochet exerce contre le peuple chilien, la répression économique est l'une des plus féroces car elle touche directement des centaines de milliers de travailleurs, ouvriers, paysans, professionnels...

Pour un grand nombre de travailleurs d'ailleurs répression politique et économique vont de pair : tous les responsables syndicaux que nous avons rencontrés ont été emprisonnés, mis au chômage....

"L'objectif des militaires, nous dit l'un d'entre eux, c'est de liquider les syndicats, de liquider toute forme d'organisation de travailleurs. Alors, les premiers licenciés sont évidemment des syndicalistes, les travailleurs qui ont une conscience politique... Ils se foutent bien de faire baisser la production en renvoyant des travailleurs, ce qu'ils veulent c'est désorganiser les syndicats, réduire à zéro toutes les conquêtes de la classe ouvrière".

"Notre préoccupation fondamentale c'est d'essayer de regrouper à nouveau les chômeurs, d'éviter la dispersion à travers le pays, de lutter au maximum contre l'asphyxie de toutes les organisations "

la situation actuelle de ce pays rend leur possibilité de séjour plus en plus dangereuse et les offres de travail y sont rares au Chili. Poussés par la nécessité absolue de faire survivre leurs familles, d'autres travailleurs chiliens ont même essayé d'entrer en Bolivie

sous la dictature de Banzer, où ils seraient plus de 7000. Mais encore, leur présence est rejetée : un décret interdit aux patrons boliviens d'employer des ouvriers chiliens et menace d'arrêter tout patron qui le ferait quand même (à des conditions de salaires très basses). Le gouvernement du Pérou, lui ne veut laisser entrer personne! Tous les pays voisins du Chili manifestent donc une hostilité à l'accueil des chiliens qui fuient à la fois un régime persécuteur et affame les enfants.

- essayer de survivre grâce à cette magnifique "invention de la junte" qui est l'emploi minimum : c'est à dire 60 jours de travail par an, payé à un salaire de misère, pour réparer les talus le long des routes, nettoyer la voie publique, construire des ouvrages, etc...

Le Plan d'Emploi Minimum (PEM), financé par l'Etat et des crédits nord-américains (AID), est mis en œuvre par les municipalités. Les travaux effectués sont de peu d'envergure, 80% des fonds au moins doivent être employés à payer la main-d'œuvre, et aussi par manque d'encadrement. De plus la réalisation de projets plus grands irait à l'encontre des principes de la libre entreprise.

C'est l'échec complet de sa politique économique qui a contraint la junte à instituer par décret cette mesure, qui n'est plus qu'une triste mascarade, pour tenter de prouver que le problème du chômage est une préoccupation constante du gouvernement!!!

La vérité c'est qu'avec un salaire "emploi minimum" le chômeur ne peut même pas nourrir sa famille pendant ces 60 jours. En effet le salaire du PEM est inférieur au salaire minimum officiel (et ne comprend pas d'allocations familiales ni indemnités de transport ou autres) qui lui-même ne permet pas à une famille de vivre : ce plan toucherait 15% des chômeurs.

Quelques officiers et sous officiers sont intégrés au PEM et procèdent à une certaine surveillance de ces milliers de chômeurs. Malgré les conditions d'hyperexploitation du PEM, il y a quand même pour s'inscrire car c'est le seul moyen d'obtenir quelques ressources, la solidarité entre travailleurs bien que forte ne peut pallier la trop grande pénurie qui les touche dans leur ensemble.

Un des responsables de la fédération du bâtiment nous a expliqué aussi que le gouvernement et les patrons utilisaient volontiers cette main-d'œuvre sous payée à la place des travailleurs habituels du secteur pour faire encore baisser les salaires. "Dans le secteur de la construction il y a plus de 80% de chômage actuellement, jusqu'à 90% et plus dans certaines régions". Par exemple, à Concepcion, où nous sommes aujourd'hui (nov 75) il n'en reste que 500 qui travaillent... et quand on arrête le bâtiment, ce sont toutes les industries intermédiaires qui s'arrêtent aussi...

La réalité a le même visage dans les autres secteurs. Un responsable des ouvriers du textile nous a décrit la situation

## La résistance

Aujourd'hui la tragique situation des masses chiliennes, leur surexploitation créent des conditions favorables au développement du mouvement de résistance.

Malgré la surveillance des lieux de travail, le quadrillage des rues, la délation, les menaces, les détentions arbitraires, les mauvais traitements et les tortures, le mécontentement croissant des secteurs toujours plus amples de la population ne peut manquer de s'exprimer. Et il s'exprime effectivement de manière souvent spontanée (dans les bus, les magasins, par ex.), mais aussi de manière organisée. C'est sur ce dernier point que repose le travail de la résistance : l'organisation du peuple. C'est l'une des grandes tâches immédiates auxquelles travaillent les partis dans la clandestinité : se réorganiser eux-mêmes en fonction des nouvelles conditions de lutte, maintenir leur organisation en état opérationnel malgré les coups de la répression, puis au delà des partis, travailler au sein des organisations légales (syndicats officiels, centres de mères, associations de quartier...) et semi-légales (comités d'aide aux prisonniers, cantines populaires); travailler à l'organisation des syndicats clandestins, à la réorganisation de la C.U.T. dans la clandestinité... Une autre tâche importante est de créer des organismes de la résistance populaire : le MIR travaille depuis longtemps à la formation des Comités de Résistance et à leur regroupement au sein du MRP (Mouvement de Résistance Populaire).

Il est difficile de dire si effectivement ces comités se multiplient et travaillent organiquement. Il est par contre certain qu'il y a un niveau d'activité important, apparaissant quelquefois en surface à l'occasion d'opérations de propagande, ou à la suite de répression (détentions massives). La presse clandestine, qui circule encore insuffisamment, rend compte de divers actes de la résistance (grèves, sabotages, propagande...); informe également sur la répression (détentions, tortures, assassinats, procès); indique des tâches concrètes à réaliser; donne des analyses sur la situation (intérieure ou internationale) et la tactique suivie. "El Rebelde", édité par le MIR à peu près régulièrement tous les mois depuis septembre 74, est le journal le plus diffusé, pour ne pas dire le seul. Ces Comités de Résistance regroupent souvent des militants ou sympathisants de diverses tendances (MIR, PS, IC, MAPU, et parfois PC), mais aussi des gens sans filiation politique précise (un CR peut être formé, par exemple, d'un groupe d'amis) et travaillent apparemment de manière plus ou moins isolée. Cela provient d'une part du manque de cadres; les partis ont encore des difficultés pour assurer l'encadrement et la direction politique que nécessite le mouvement de masses. Cela provient aussi du fait que le PC ne soutient pas la ligne tendant à activer le mouvement de masses et donc que tout le poids de cette activité repose pratiquement sur le MIR. De ce point de vue, l'attitude du PC est profondément démobilisatrice car d'une part il ne propose aucune tâche aux travailleurs (là où son influence est prépondérante), et d'autre part il ralentit considérablement l'organisation de la résistance et la réalisation de tâches concrètes qui à leur tour mobiliseraient des secteurs plus inertes. Si le reflux politique se fait encore sentir dans les milieux petits bourgeois, plus effrayés par les conditions répressives, la lutte a repris au contraire dans les mines et les grandes entreprises, sous de nouvelles formes bien sûr, lutte animée souvent par de nouveaux dirigeants et militants, jeunes en général, aguerris par deux années de clandestinité.

## La répression

De nombreuses personnes, et des journalistes notamment, dénoncent avec véhémence les violations abusives des Droits de l'Homme, violations quotidiennes et sanglantes, et espèrent que Pinochet entendra le concert international de protestations et finira par respecter ces droits élémentaires.

Ceci revient en fait à isoler le phénomène de la répression et à la considérer indépendamment de son contexte socio-économique et politique.

La politique répressive de Pinochet et de son équipe est à la fois la condition et la conséquence de l'existence du régime car la politique économique s'oppose aux intérêts de l'immense majorité du pays et se heurte donc en permanence à une opposition qui ne peut que croître et qu'il faut réprimer toujours plus, sous peine pour lui de disparaître.

Donc, un appareil répressif efficace est la meilleure garantie pour le régime de Pinochet. C'est en tout cas, sur le plan interne, son seul véritable appui, puisque sa base originelle d'appui

régimes frères tout aussi discrédités (Uruguay, Paraguay, Brésil, Argentine...); bien que l'impérialisme nord-américain soutienne effectivement le régime par des prêts ou crédits assez importants, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes à sa solde (FMI, BID, BM...). On trouve au sein de l'appareil répressif des faiblesses malgré la création de la dangeuse DINA, chargée de surveiller les différents services de renseignements et de répression et de centraliser leurs activités. La DINA est dangeuse (d'autant plus que les moyens financiers ne lui font guère défaut) mais non pas toute puissante du fait justement de divisions et de rivalités, qu'elles soient interarmes, personnelles, de compétence régionale ou autres, qui rendent sa tâche plus difficile. A cela, on peut ajouter que les capacités intellectuelles du personnel ne sont pas toujours à la hauteur (!) de leur tâche (sauf peut-être à la DINA justement où la sélection et la préparation sont plus rigoureuses), sans parler des problèmes d'ordre personnel affectant ses membres (mythomanes, névrosés, frustrés...), à en croire quelques personnes passées dans leurs mains. D'ailleurs, le fait que plusieurs partis continuent de fonctionner organiquement dans la clandestinité, avec des hauts et des bas certes, après presque trente mois de répression féroce (les coups sont nombreux mais jamais décisifs), montre bien, que l'action répressive de la junte a ses limites : celles fixées précisément par le degré d'organisation du peuple.

D'une manière générale, ni la répression; ni la résistance ne sont très visibles. Disons que le visiteur non prévenu n'en verra guère plus au Chili que dans les autres pays sud-américains; il trouvera des patrouilles un peu plus nombreuses, des gardes plus étoffées devant les édifices publics, les casernes et résidences militaires, un armement plus lourd, et, surtout dans le nord, un va et vient incessant de véhicules militaires : rien de très extraordinaire. Et comme la presse passe sous silence la quasi totalité des actes de résistance, sauf ceux qu'elle ne peut dissimuler et qu'elle exploite alors au maximum pour justifier le maintien de l'état de siège et le couvre-feu, et ce visiteur pourra presque en conclure que règnent paix et tranquillité, image que prétend imposer la junte, et que les commentaires qui circulent à l'étranger ne sont qu'exagérations. Un expert de l'Ambassade de France, arrivé au Chili en juin 74, disait, après deux mois de séjour, que les gens lui paraissaient s'accommoder de la situation : il est vrai qu'en dehors de son travail il n'avait guère de contact qu'avec des garçons d'hôtel et des chauffeurs de taxi!



C'est seulement en conversant avec des gens de confiance que l'on apprendra qu'il y a eu une vague d'arrestation dans telle "poblacion", qu'un tel a été arrêté et qu'on est sans nouvelles de lui depuis six semaines, qu'un autre vient d'être libéré après cinq mois de détention sans motifs (c'était un erreur), que les carabinieri ont arrêté quelques passants vers dix heures du soi

DARDE/FOCUS



# ARGENTINE

A la mi-février, le chaos politique et économique en Argentine est indescriptible. Des rumeurs insistantes de coup d'état militaire circulent à Buenos Aires, reprises même par la presse officielle. En quelques jours, le cours parallèle du dollar a doublé, atteignant le quadruple du cours officiel.

Le gouvernement d'Isabel Peron, miné par les luttes internes du péronisme orthodoxe, est désormais totalement incapable de contrôler la situation. Les changements ministériels se succèdent à un rythme accéléré. Depuis le 15 janvier, Mme Peron s'est entourée exclusivement d'hommes de la vieille garde péroniste, proches de l'ancien ministre Lopez Rega, suscitant la colère de l'armée, et même de la puissante CGT officielle, dirigée par une bureaucratie syndicale qui restait pourtant l'un des derniers appuis du gouvernement.

Simultanément les différentes fractions de la bourgeoisie sont parties en guerre contre le régime. La Confédération Générale Economique (CGE), sous la pression des petits et moyens industriels très touchés par la crise, a remis en cause son appui au gouvernement et lui porte de très dures critiques. Mais la grande bourgeoisie industrielle et agraire va plus loin: rassemblée dans une nouvelle organisation corporative, l'APEGE, elle a décidé de lancer le 16 février une "grève patronale" destinée à paralyser le pays. Ses revendications sont claires: elle exige l'abandon de tout "interventionnisme" d'Etat, et l'adoption d'un régime économique de capitalisme sauvage, tel qu'il est appliqué aujourd'hui au Chili par les "experts" du Général Pinochet.

Bousculé de toutes parts, le gouvernement cherche auprès de l'impérialisme américain une porte de sortie: le 9 février, le ministre des affaires étrangères Raul Quijano rencontra Henry Kissinger à New York. Le même jour, le ministre de l'économie faisait savoir qu'il avait sollicité auprès du Fond Monétaire International un crédit de 315 millions de dollars. L'Argentine est en effet au bord de la banqueroute: sa balance commerciale était déficitaire en 1975 de 540 millions de dollars, alors même que sa dette extérieure dépasse 10 milliards de dollars (c'est la plus élevée du monde par habitant).

Selon les chiffres officiels, l'inflation a atteint en 1975 le taux de 335% et elle ne cesse de s'accroître: les prix ont augmenté de 15% au mois de janvier. En fait, l'inflation réelle est encore supérieure, et les salaires n'ont pratiquement pas augmenté: les classes populaires ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer de plus de moitié en quelques mois, et la misère est devenue le lot quotidien de millions de travailleurs.

## Les luttes populaires

... commencent nos de nuit

l'activité économique durant l'été austral (décembre à février) des grèves combattives éclatent tous les jours. Le 3 février employés du métro de Buenos Aires se mettaient en grève pour obtenir des augmentations de salaires et exiger la libération de leurs délégués syndicaux emprisonnés. Les 4 et 5 février, le personnel technique de "Aerolineas Argentina" (compagnie publique d'aviation) paralysaient leurs tâches pour des raisons similaires. Le 6 février, tous les travailleurs du métro de Buenos Aires cessaient le travail pour obtenir la réincorporation de 120 ouvriers licenciés dans une importante maison d'édition. Et encore s'agit-il que de quelques exemples.

A Buenos Aires, à Cordoba, à Rosario et à Constitución, les "coordinations de syndicats en lutte" organisent les conflits et la solidarité, au niveau des usines, des quartiers, de régions entières. Elles constituent aujourd'hui "le gerrillisme" de l'avantgarde qui mettra à bas ces formes de production et de consommation "système", comme le déclare Raimundo Ongaro, l'un des plus prestigieux dirigeants syndicaux d'Argentine(1).

Parallèlement, les organisations de guérilla ERP et MONTONEROS ont multiplié leurs actions: attentats contre les quartiers riches; exécutions de tortionnaires (comme le colonel Raul Reyes à Mar del Plata le 11 février), de bureaucrates syndicaux, de patrons qui refusent de satisfaire les revendications de leurs employés. Des opérations d'envergure ont également lieu, brutalement réprimées par l'armée. Ainsi, dans la nuit du 23 au 24 décembre, près de 500 guerilleros de l'ERP ont attaqué plusieurs objectifs dans la banlieue de Buenos Aires, dont l'arsenal militaire de Monte Chingolo: cette action semble s'être soldée par un grave échec, et près de 200 personnes ont été tuées, dont une majorité d'habitants des bidonvilles voisins de la caserne, bombardés par l'aviation.

## Une répression féroce

La bourgeoisie et sa presse ont inventé le terme "guérilla industrielle" pour désigner les luttes ouvrières, justifier ainsi une féroce répression, qui atteint désormais un niveau sans précédent. C'est l'armée qui contrôle et coordonne maintenant l'action répressive sur l'ensemble du territoire. Le 2 février, un militaire, le général Albano Harguindaguy, a nommé chef de la police fédérale. A Buenos Aires, des troupes AMX 13 (français) surveillent en permanence les quartiers



CORDOBA

Parallèlement, les "escadrons de la mort" de la police ont redoublé leurs activités. Des centaines de militants syndicaux ont été enlevés en quelques semaines (30 en une seule semaine à Cordoba). Ceux qui ne sont pas assassinés sont emprisonnés après avoir été torturés. Le 10 février, on apprenait que 14 cadavres au moins avaient été retrouvés dans le lac El Carrizal à Mendoza, les pieds coulés dans du béton. Les témoignages sur les atrocités commises par ces tueurs, par la police dans les commissariats et les prisons; par l'armée dans le camp de concentration de Famailla, montrent le climat de terreur qui règne en Argentine. D'autre part, plus de 4500 prisonniers politiques et syndicaux sont soumis à l'arbitraire d'un régime carcéral qui n'a rien à envier à celui des geôles chiliennes.

Et pourtant, ce niveau de répression n'a pas suffi. On l'a vu, à enrayer les luttes populaires. Celles-ci pourraient d'ailleurs reprendre plus vivement à la fin des vacances d'été (à début de mars). Il paraît donc très probable que l'armée va encore intensifier son action anti-populaire, qu'elle ait ou non recours à un coup d'état ouvert. La solidarité internationale avec les luttes de travailleurs argentins va donc devenir de plus en plus indispensable dans les semaines à venir.

(1) Dans une interview publiée par "Argentina-Information" n° 1, bulletin du CSLPA: cf. l'encadré.

**EXIGEONS L'OUVERTURE DES PORTES  
DE L'AMBASSADE DE FRANCE A BUENOS AIRES  
AUX REFUGIES POLITIQUES, ET LEUR ACCUEIL EN FRANCE**

Un nombre croissant de militants politiques et syndicaux argentins, persécutés ou emprisonnés, se trouvent aujourd'hui contraints à l'exil. Mais la dictature refuse pratiquement systématiquement de leur délivrer des passeports. La situation est particulièrement grave pour les prisonniers politiques, qui pourraient en principe quitter le pays, mais en sont empêchés par cette mesure.

Jusqu'à présent, seuls deux pays, la Suède et le Mexique, ont accepté d'ouvrir les portes de leurs ambassades aux réfugiés politiques. On sait de source sûre que l'Ambassade de France à Buenos Aires aurait accepté la demande du gouverne-

ment argentin de n'accueillir aucun réfugié, démontrant ainsi sa complicité de fait du gouvernement giscardien avec ce dernier.

Il faut développer la mobilisation populaire en France pour que cette mesure soit reportée, et que des visas de sortie soient délivrés sans condition par les autorités françaises aux militants argentins persécutés, pour qu'ils puissent se réfugier en France.

Tous ceux qui veulent soutenir cette campagne peuvent s'adresser pour de plus amples informations au Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin (CSLPA), 94 rue Notre Dame des Champs, 75006 PARIS.



## TEMOIGNAGE



# Le camp de concentration de Tucuman

Depuis le 9 février 1975, l'armée argentine poursuit dans la province de Tucuman, dans le nord du pays, une campagne "anti-subversive" impliquant plusieurs milliers d'hommes. La cible avouée de cette opération est le foyer de guérilla rurale de l'ERP, créé en juin 1974 dans les montagnes boisées de cette région. Mais elle vise aussi l'ensemble de la population de la zone, et plus particulièrement les travailleurs de la canne à sucre, dont la production est vitale pour l'économie du pays. Les méthodes utilisées par l'armée sont les mêmes que celles de l'armée française durant la guerre d'Algérie: "action civique" et terreur systématique. Des rafles sont effectuées systématiquement à Tucuman et dans toute la zone de culture de la canne à sucre. Un camp de concentration, dont l'armée ne reconnaît pas l'existence officielle, est utilisé pour centraliser les victimes de ces arrestations. Le témoignage que nous reproduisons ici est celui d'un jeune travailleur de la ville de Tucuman.

"Tout a commencé le samedi 22 mars 1975; ils ont investi la fête organisée pour le mariage de mon beau-frère: c'était des effectifs de l'armée et des civils en armes. La noce se déroulait dans le village de San Pablo, près de Tucuman. Il y avait 200 ou 300 personnes, presque tous des travailleurs de l'Ingenio (plantation et usine de broyage de la canne à sucre), des gens du coin qui y sont nés et qui y travaillent.

Ils nous ont séparés: les hommes dans la rue, les femmes à l'intérieur de la maison où avait lieu la noce. Ensuite, ils désignaient ceux qu'ils allaient emmener. Au total, ils ont pris cinq femmes et sept hommes; ils nous ont séparé au commissariat. Dans une camionnette sans bâche, ils nous conduisent dans une zone boisée, au sud du village où nous nous trouvions. Là, ils nous obligent à descendre du véhicule, nous bandent les yeux, et nous attachent les mains derrière le dos. Là où nous descendons de la camionnette, il y a de nombreux camions militaires et des voitures particulières stationnées.

contre les autres en se moquant de nous. Nous ignorions où nous étions, car dans la camionnette, ils nous forçaient à baisser la tête sous la menace de nous faire sauter la cervelle; en descendant pareil, interdit de lever la tête.

Le dimanche matin, ils commencent à nous demander nos noms. Ils commencent à m'interroger à propos d'objets qu'ils avaient trouvés chez moi: une brochure de "Crisis", des négatifs de photos que j'avais faites pour un travail d'architecture. En plus, il y avait soi-disant l'accusation formelle qu'un autre détenu aurait fait à mon sujet. Il m'accusait d'avoir transporté des médicaments jusqu'aux tentes d'un campement de la guérilla, était absolument sûr que c'était moi, que j'étais celui que l'interrogatoire désignait sous le surnom de "El Doctor". Pendant l'interrogatoire, les coups pleuvaient. Ensuite, ils m'ont descendu dans la pièce où nous étions tous.

Ce soir-là, ils nous donnèrent un plat de pâtes pourries, absolument immangeables. C'est la seule nourriture qu'ils nous donneront par la suite, au point que j'ai perdu 9 kilos pendant ma détention. Ils nous laissent dormir un peu, et le lundi matin, très tôt, un très très aimable sort avec moi de la pièce où nous étions détenus pour me faire "promener". Il me déclare que lui, il était ennemi de toute violence, qu'il ne voulait pas me frapper, mais qu'il voulait que je lui dise tout ce que je savais, et que comme ça, on me laisserait en liberté. Alors, il me fait voir -si l'on peut dire-, avec le bandeau sur les yeux je ne pouvais rien voir-, disons qu'il me fait sentir et entendre, comment dans une pièce ils étaient trainés de frapper des détenus. Ils les frappaient sans rien lui demander, en les insultant. Après il me conduit dans une pièce où ils torturaient quelqu'un à l'électricité (la "picana"), et ils demandent devant moi ce qu'il sentait.

Ensuite, le lundi après-midi je pense, ils recommencent à me frapper, à deux, pendant plus d'une demi-heure. C'était terrible, ces types frappaient de tous les côtés à la fois, ils parlaient d'un côté, ils me frappaient de l'autre. Comme j'avais les mains attachées derrière le dos, je ne pouvais rien

J'avais entendu parler de la "picana", de comment on l'utilise, mais jamais je ne l'avais subie. Ils m'ont fixé un câble derrière chaque oreille, tenu par la bande que j'avais sur les yeux. On ne peut pas décrire la sensation de la picana avec des mots. Ensuite, ils ont déplacé l'un des câbles pour le mettre sur le cœur, sous la chemise. Quand ils ont fait passer la première décharge, dans cette position, je suis tombé par terre d'un seul coup, sur le dos. Après, ils ont arraché mon pantalon. Et le câble qui restait derrière l'oreille, ils me l'ont mis sur le sexe; l'autre, je l'avais toujours sur le cœur.

Alors, je ne sais pas combien de temps a passé, je ne sais pas si je criais ou si je ne pouvais pas crier. Ce que le corps souffre et subit avec la picana, c'est terrible. Par exemple, moi, j'ai eu une molaire éclatée, tellement j'ai serré les dents. On transpire terriblement, c'est comme si on était sous l'eau. Je suis complètement incapable de dire si j'ai dit quelque chose, si j'ai répondu à des insultes. Parce qu'à ce moment-là, ils ne posaient même plus de questions, ils ne faisaient que m'insulter (...).

Le mercredi 26 mars, le matin, j'entends par hasard un véhicule qui était équipé de hauts-parleurs. Ce véhicule invitait à une messe conjointe des gens de l'endroit et de l'armée, à l'occasion du commencement de la semaine sainte. Cette camionnette avec les hauts-parleurs appelait les habitants de Famailla à assister à cette messe. Jusqu'à alors, je n'avais pas la moindre idée de l'endroit où je me trouvais. C'est quand j'ai entendu ces appels que j'ai su que j'étais à Famailla(1). A Tucuman, à cette époque-là, on ne savait pas qu'il y avait ce fameux camp de concentration de Famailla. Maintenant, il est connu de tout le monde.

Au bout de quelques jours, ils m'ont annoncé qu'ils allaient me libérer. A compter de ce jour, les coups et les tortures ont cessé. Mais tous les matins, le même gars revenait me donner des coups de pied, en silence et à toute vitesse. Ça a duré deux jours. Ils m'ont fait laver les toilettes, une grande cour qu'il y avait (c'est là que je me rendis compte qu'ils s'agissait d'une école), et une pièce où dormaient les militaires. Ceci à en juger par les couvertures et les matelas gonflables marqués "E.A." (Ejército Argentino: armée argentine). Il y avait aussi beaucoup d'armes dans cette salle. J'avais pu voir ceci malgré mon bandeau sur les yeux (je ne l'avais pas quitté durant toute ma détention).

Après, ils m'ont fait laver une salle qui servait de salle de tortures. Il y avait un lit métallique dont les pieds étaient reliés à des câbles électriques. Ils attachaient les gens là-dessus, et faisaient passer du courant électrique. Ils appelaient ça "la parilla" (le grill). Il y avait aussi une table avec beaucoup de photos de gens, hommes et femmes.

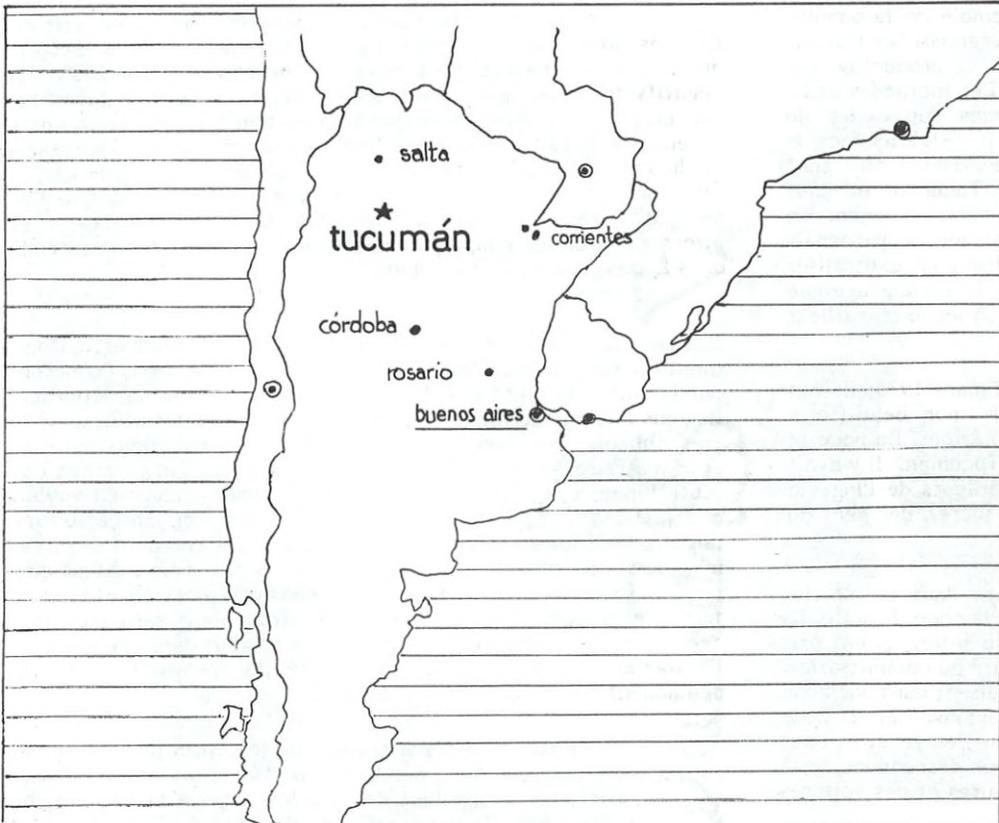
Dans cette salle de tortures, il y avait aussi une table avec beaucoup de chiffons imbibés de sang, et des bouts de coton comme ceux qui servent pour nettoyer les piqûres intraveineuses, des capsules et des seringues jetables, tachées de sang, et des petites capsules de sirocaïne. La sirocaïne est un produit anesthésique, je pense qu'ils devaient l'utiliser pour interroger les détenus, un peu comme on se sert des sérums de vérité, ou du penthotal.

Après, une fois remis en liberté au bout de dix jours de détention, pendant deux mois il y avait constamment deux types qui nous suivaient, ma femme et moi, dans la rue, au cinéma, dans l'autobus, tout le temps.

Quant aux autres personnes arrêtées en même temps que moi, les cinq femmes furent toutes relâchées le lendemain matin, à 7h du matin du dimanche, après perquisition des domiciles, saccagés et pillés. Sur les sept hommes arrêtés, quatre ont été relâchés. Des trois autres, je sais que deux furent assassinés là où nous étions détenus: tous les jours on entendait des coups de feu, des tirs d'armes courtes et longues, à l'intérieur de l'école.

Il s'agissait des frères Aranda(2). Leurs noms sont apparus peu de temps après dans un article de "La Gaceta de Tucuman", comme étant ceux de guerilleros tués dans une zone non précisée de la province de Tucuman, au cours d'un terrible accrochage avec les forces de l'ordre. Bien sûr, moi je sais que ça ne s'est pas passé comme ça, puisqu'ils ont été arrêtés devant moi, au mariage. Le père Aranda, on lui a remis les corps 15 jours après la parution de l'article annonçant la mort de ses deux fils. Les cercueils étaient plombés, et la seule chose qu'il a pu faire, ça été de les mettre en terre".

(1) Village situé à une quarantaine de kilomètres au sud de Tucuman.



(2) Cf. "Analyse sociostatistique de la répression para-légale", document présenté à Rome, le mardi 13 janvier 1976, par la Commission Argentine de Soutien au Tribunal Russel, page 22, annexe 2, où sont cités: ARANDA, Eugenio Juan, dont la date de la mort n'est pas connue, et ARANDA, Francisco Armando, 19 ans, mort le 3 avril 1975.

# La SOLIDARITE

# avec les peuples d'Amérique latine

# en France

Depuis plusieurs années, des militants anti-impérialistes français et latino-américains s'efforcent de développer en France la solidarité avec la lutte des peuples d'Amérique Latine et de dénoncer la répression féroce à laquelle ils sont soumis. En publiant cette liste de comités de solidarité (que nous avons tenté de faire la plus complète possible), nous espérons qu'un grand nombre de nos lecteurs pourra s'associer à leurs efforts.



## COMITE DE SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE ARGENTIN

94 rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS

Sans être un comité de masse ni un cartel d'organisations, le CSLPA se veut un centre d'où partent des initiatives reprises par les militants révolutionnaires et progressistes français, qui contribueront à développer le soutien des travailleurs français aux luttes de leurs frères argentins.

Pour répondre à cet objectif, son action suit trois axes d'intervention articulés entre eux:

- 1) dénoncer la répression à laquelle est soumis le peuple Argentin: c'est à dire contribuer à l'isolement international du gouvernement Argentin, et aider les victimes de la répression.
- 2) Démasquer le rôle de l'impérialisme français, et la complicité du gouvernement Giscardien avec la bourgeoisie Argentine.
- 3) Informer sur les luttes en Argentine et assurer le plus possible une liaison entre elles et les luttes en France.

Le CSLPA est soutenu par la LCR, l'OC-GOP, l'OCR!, le PCR, le PSU, Politique-Hebdo et Hebdo TC.

## CENTRE ARGENTIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE

7 rue Leclaire 75017 PARIS



## COMITE BRESIL POUR L'AMNISTIE GENERALE

c/o Guy AURENCHÉ, 1 rue Paul-Strauss 75020 PARIS

Le Comité a été lancé le 10 septembre 1975, à l'occasion d'une conférence de presse. C'est une initiative unitaire de tous les groupes brésiliens d'opposition à la dictature, et sous le parrainage de personnalités françaises dont Georges Montaron, Georges Casalis, André Jacques, Jean-Jacques de Félice, Francis Jacob, Dupond-Monod, Guy Aurenché, Mme Isembert, Haubert-Dalle, J.P. Weil, Michel Blum, Domenach, Paul Bouaziz... L'objectif principal de ce Comité est de développer des initiatives pour diffuser et appuyer les luttes pour l'amnistie générale qui se mènent actuellement au Brésil. Son mot d'ordre central est: "Amnistie générale et sans restriction pour tous les prisonniers et condamnés politiques et pour tous les bannis et exilés".



## COMITE DE SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE EQUATORIEN

94 rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS

La gauche révolutionnaire et les forces anti-impérialistes doivent être attentives à soutenir la lutte du peuple Equatorien contre la dictature militaire et l'impérialisme américain, à l'heure où ce dernier, avec l'aide de son allié brésilien, cherche à renforcer sa domination politique et économique sur ce pays.

Créé en septembre 1975, le Comité se propose de développer en France l'information sur les luttes du peuple Equatorien, et la solidarité de toutes les forces anti-impérialistes.



## COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY

67 rue du Théâtre 75015 PARIS

(cf. le dossier Uruguay dans ce numéro)

## COLLECTIF DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE BRESILIEN

94 rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS

Le collectif se propose d'assurer la propagande toutes les formes de lutte du peuple brésilien (qu'elles soient légales ou illégales, armées ou non, spontanées ou non) contre la dictature militaire et pour sa libération de l'impérialisme américain. Par là même, il vise à mettre en lumière et à dénoncer la stratégie et la tactique actuelle de l'impérialisme américain en Amérique Latine, le rôle du Brésil comme pièce clé de l'hégémonie américaine dans le continent, la pénétration de l'impérialisme français en Amérique Latine, et particulièrement au Brésil. Le Collectif est ouvert à tous les militants anti-impérialistes et organisations en accord avec la plateforme qu'il a élaboré.



## PEROU INFORMATION

c/o B. Breton, Le Houx, 61370 SAINTE GAUBURGE

C'est un groupe politique qui a pour objectif principal la diffusion des luttes du peuple péruvien, et dénonciation du caractère réformiste grand bourgeois antipopulaire et pro-impérialiste de la junte militaire actuelle.

Dans ce but, le groupe édite le bulletin bimestriel "Pérou-Information" depuis trois ans, participe à des conférences, présente des films, de façon indépendante ou avec des organisations françaises, mais en gardant son indépendance, bien politique qu'organisationnelle.



## COMITE DE SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE BOLIVIEN

17 rue de l'Avre 75015 PARIS

Pour développer une opinion européenne favorable à la lutte du peuple bolivien, s'est formé en France un Comité de solidarité, soutenu par les Boliviens réfugiés en France et par des partis de la gauche bolivienne. Il a pour but:

- de promouvoir la solidarité active avec la lutte que mènent les organisations syndicales et les masses boliviennes contre le régime fasciste et impérialiste. Ainsi, une campagne de signatures est en cours pour protester contre l'emprisonnement de 12 juillet, de 27 syndicalistes dont les principaux dirigeants de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.)
- de réaliser des actes de solidarité avec les prisonniers, les exilés et les réfugiés politiques: grâce à son action, des prisonniers politiques ont pu ainsi arriver en Europe.



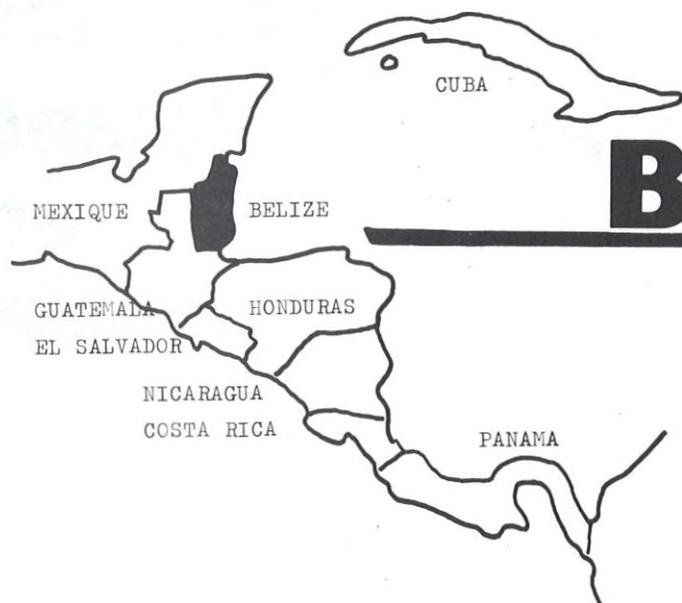
## COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN

BP 246, 75923 PARIS CEDEX 19

11 septembre 1973 - 11 septembre 1975: deux ans après le coup d'Etat sanglant de Pinochet, la lutte continue au Chili pour l'écrasement du fascisme et l'instauration du socialisme.

Le C.S.L.R.P.C. appelle tous les antifascistes à soutenir la résistance chilienne et ses formes avancées que sont les comités de résistance.

Pour la liberté des prisonniers politiques au Chili...



# BELIZE

## Indépendance ou agression?

L'Angleterre a encore une colonie en Amérique Latine : Le Belize, ancien Honduras Britannique. Après lui avoir concédé l'autonomie en 1934, elle s'apprête à lui accorder l'indépendance. Le Guatemala voisin semble n'attendre que le retrait des troupes britanniques pour envahir ce territoire. A part Cuba, aucun pays d'AL ne soutient pour l'instant la lutte du peuple bélizéen pour son indépendance.

### BELIZE

Superficie : 22.000km<sup>2</sup>

Population : 150.000h

Capitale : Belmorán

Langue officielle : Anglais

Principales exportations : (1970, en milliers de dollars honduriens. 1 US dollar = 1,60 dollar hondurien)

Sucre	11.900	66% du total
Agrumes	4.000	
Pêche	2.500	
Bois	1.800	

Principaux partis : + Le PUP (People United Party), dirigé par l'actuel ministre, George Price, "tiersmondiste".

+ L'UDP (Union Democratic Party), conservateur, accuse Price de vouloir l'indépendance pour instaurer un régime "communiste".

Néanmoins, le futur Etat indépendant devra affronter de nombreux et délicats problèmes. Son existence même, tant qu'Etat indépendant, est menacée par l'intériorisation des militaires guatémaltèques, qui y voient "la poursuite de politique coloniale anglaise". En fait la position du gouvernement du Guatemala n'est nullement la défense de droits légitimes, mais celle des intérêts économiques des multinationales pétrolières.

L'existence d'importants gisements pétroliers dans la région du Guatemala proche de la frontière du Belize, constitue un motif réel de la réclamation des militaires guatémaltèques, pour la parole des multinationales, et spécialement de la GULF (comme signale le numéro récent de la revue mexicaine "Solidaridad"). En contrepartie, la Shell voit dans un Belize colonial ou autonome, la défense de ses propres intérêts.

Pour les quelques vingt compagnies pétrolières qui opèrent sur le territoire guatémaltèque, il est vital de disposer librement du passage à travers le territoire du Belize, la distance à la côte étant la plus courte, pour la construction de routes d'oléoducs, et la côte étant plus accueillante au Belize.

Dans cette situation rien ne vaut pour elles le contrôle du Belize par leurs valets guatémaltèques.

Par ailleurs, les militaires guatémaltèques mettent à profit la campagne nationale déclenchée "face au péril d'une guerre contre l'Angleterre" pour lancer une nouvelle vague d'agression contre le pays. Il y a au moins deux grandes campagnes anti-guerrilla actuellement. Les mobilisations de troupes ont été expliquées à la population comme des "mouvements défensifs" pour une éventuelle confrontation externe.

Au niveau économique aussi, on a utilisé la campagne anti-belize. Le Ministre de l'Economie a libéré le prix du sucre qui a aussitôt augmenté de 25%, entraînant une inflation générale.

Enfin, le général Laugerud, président du pays, a réussi à grouper autour de lui une "union nationale", ce qui constitue son premier succès politique depuis la scandaleuse fraude électorale qui l'a conduit au pouvoir.

Belize, quant à lui voit avec inquiétude son avenir économique n'est que très peu développée, ses ressources militaires sont incapables de faire face à une agression guatémaltèque, et il est très isolé des autres pays latino-américains du fait de son long état de colonie anglaise.

Au cours des dernières années, le gouvernement Belize dirigé par son premier ministre George Price et son Parlement "Peoples United Party", PUP, ont œuvré pour l'intégration de Belize à la zone caribéenne, et en particulier pour resserrer les relations entre les anciennes colonies anglaises de cette zone. Un exemple de ceci est son intégration au marché commun des Caraïbes en 1974, lors de sa constitution. Dans ses relations internationales, il a cherché l'appui des pays "non-alignés".

En politique intérieure, le gouvernement de Belize cherche depuis des années à développer l'agriculture, sur laquelle il compte surtout pour son développement. L'un des problèmes auquel il se heurte est le monopole de la commercialisation des produits par l'entreprise anglaise "Tate and Lyle".

En novembre 1975, la commission de décolonisation de l'ONU a discuté le cas "Belize". Deux propositions s'affrontaient : l'une réclamait pour Belize le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, l'autre demandait son annexion au Guatemala.

# Chronologie

## DECEMBRE 1975

- Réunion à Montevideo des chefs d'Etat-Major du continent pour coordonner la lutte contre la subversion
- Accord nucléaire entre l'Allemagne et le Brésil. L'Allemagne s'engage à fournir des centrales nucléaires au Brésil.
- Premier congrès du PC Cubain: Proclamation du "Pouvoir Populaire".
- Attaque d'une caserne en Argentine par un regroupement des Forces Révolutionnaires: semi-échec. Rébellion des militaires d'extrême-droite.

## JANVIER 1976

- Une junte militaire au service des intérêts de la Texaco Gulf prend le pouvoir le 13 janvier en Equateur.
- Au Chili, Eduardo Frei, dans une brochure de 60 pages, condamne la politique économique de la junte. Pinochet négocie la cession du couloir d'Arica à la Bolivie.
- Au Pérou "l'année de la production" commence par une grève des mineurs, des employés de banque, des ouvriers de la presse pour lutter contre le blocage des salaires.
- Accord de crédit de la part de l'Afrique du Sud à l'Uruguay. Visite prochaine de Bordaberry à Pretoria.

## FEVRIER 1976

- La junte chilienne est contrainte sous la pression internationale d'autoriser Andres Pascal Allende et Nelson Gutierrez, dirigeants du MIR, à quitter le pays.
- Tremblement de terre au Guatemala. Les autorités en profitent pour fusiller les prisonniers politiques.
- Une conférence de Presse organisée à Paris par les juristes démocrates et les juristes catholiques a dénoncé la torture et l'évolution du régime en Uruguay.

# Sommaire:



Editorial	page 2
Tribunal Russel	pages 3 à 10
DOSSIER URUGUAY	pages 11 à 14
Chili	pages 15, 16
Argentine	pages 17 à 20
Belize	pages 21, 22
Chronologie, Nouvelles brèves	page 23

# En bref...

## COLOMBIE:

Témoignage de Juan Bosch, ancien président de la République Dominicaine au tribunal Russell sur la répression en Colombie

Je suis allé à Bogota, le 5 décembre, pour participer à une manifestation organisée par le Comité de défense des prisonniers politiques et je veux raconter quelques détails vécus.

Le jour de mon arrivée, une bombe a explosé au domicile du président du comité, M. Calderon.

Pendant la journée que j'ai passé à Bogota, la presse colombienne a publié la nouvelle qu'une ville importante du nord du pays était "militarisée". La "militarisation" d'un pays consiste à la conquérir militairement, comme s'il s'agissait d'un apys ennemi et à la soumettre à des règles de temps de guerre. Les hommes et les femmes que les militaires considèrent comme dangereux sont alors emprisonnés et interrogés sans la moindre possibilité de défense. Il existe par ailleurs en Colombie une menace permanente de "militarisation". Il est suffisant, dans une telle situation, de commettre un délit de droit commun pour risquer d'être assassiné, sans que la famille ne soit même prévenue.

On sait peu de choses de cette situation car les agences étrangères ne peuvent rendre compte des violences et des brutalités de l'armée colombienne. On ne peut plus trouver de renseignements sur la revue "Alternativa" qui est pourtant diffusée dans tous les pays d'Amérique latine, et qui a été la victime d'un attentat.

## PORTO-RICO

Pendant trois jours s'est tenu un colloque sur Porto-Rico à la faculté de Vincennes. Il a été qualifié comme un grand succès par deux leaders indépendantistes de Porto-Rico, Juan Mariñas, secrétaire général du Parti Socialiste Portoricain et Ruben Berrios, président du Parti Indépendantiste Portoricain. Les décisions suivantes ont été prises: publier en France une transcription du colloque; envoyer une lettre au président Gerald Ford demandant la libération de cinq nationalistes portoricains - recommander la formation en France d'un Comité de Solidarité avec la lutte indépendantiste portoricaine.

## URUGUAY

- Environ vingt entreprises étrangères seront incorporées au régime prévu par la législation qui régleme les investissements de capitaux étrangers. Elles bénéficieront du droit d'effectuer des transferts de fonds à l'extérieur, et de retirer tout le capital à la fin du contrat. Dans tous les cas la Banque Centrale leur procurera les devises, qu'elles ne "trouveraient" pas sur le marché financier.

- Le général Liber Seregni, candidat du Front Elargi aux élections de 1971 a été de nouveau emprisonné, cette fois-ci pendant quelques jours. Il avait été emprisonné du 9 juillet 1973 jusqu'au 2 novembre 1974.

- Les membres de la troupe théâtrale très connue "El Galpon" ont été emprisonnés, acteurs, metteurs en scène, décorateurs, collaborateurs. Quelques-unes comme Sara Larocca et Mario Gallup auraient été libérés.

## PARAGUAY

Le chef du gouvernement, le général Alfredo Stroessner, qui ne sort presque jamais de ses frontières, devait visiter l'Uruguay pendant le mois de Février spécialement invité par son collègue, M. Bordaberry. Celui-ci a déjà visité le Paraguay en mai 75 invité par Stroessner.

## MEXIQUE

### Destruction d'un campement

Un nouvel épisode, particulièrement violent, de la lutte pour l'habitat s'est déroulé le 25 janvier 76 à Mexico. L'un des plus importants "campements" (zone occupée par une population modeste contre l'opposition des spéculateurs fonciers), le **campement 2 de Octubre** de Iztacalco, dans une banlieue de Mexico, a été attaqué par la troupe, qui a fait plusieurs morts et de nombreux blessés. La population a été chassée et les logements totalement brûlés. 3500 personnes se retrouvent ainsi sans toit.

Le 25 septembre dernier, les habitants de ce campement s'étaient joints à d'autres pour dénoncer "l'Exelsior" (le "monde" de Mexico), l'existence de camps de concentration, de prisons militaires, la présence militaire dans l'état de Guerrero et la disparition de centaines de paysans.

Le 28 août; ils avaient déjà été attaqués par les militaires jusqu'à détruire l'école et blessèrent alors

## ABONNEMENTS

1 an (11 numéros): 50F. De soutien à partir de 100F.

NOM:.....

Adresse:.....

Chèques ou virements à adresser provisoirement à:

.....



GEISEL A PARIS

Le gouvernement français s'apprête à accueillir le general GEISEL, président de la dictature brésilienne.



**DEHORS!  
GEISEL!**

DENONÇONS LE SOUTIEN ECONOMIQUE QUE  
LE GOUVERNEMENT ET LES MULTINATIONALES  
FRANCAISES APPORTENT A LA DICTATURE EN CRISE

DANS LE PROCHAIN

américa

presse

DOSSIER BRESIL